DÉFENSE DE L'OCCIDENT

Directeur :

Maurice Bardèche

SOMMAIRE

N°4 **AVRIL 1953** **Prix : 100 Frs**

DÉFENSE DE L'OCCIDENT

28, Rue Serpente, PARIS (6e)



COMITE DE SOUTIEN

Jean-Louis Tixier Vignancourt, L.-M. Poulain, Maurice Gaït, Odette Moreau, Maurice Bardèche, Michel Trécourt, Gérard Fontenay, Philip de Lus, Henri Bonifacio, Louis Teissier, R. Malliavin, Jean Lesieur, Roland Moncho.

ABONNEMENTS

1 an : 1.000 francs ; 6 mois : 600 francs ; 3 mois : 300 francs
Etranger : 1 an, 1.200 fr. ; 6 mois, 700 fr. ; 3 mois, 400 fr.

Abonnement de soutien : 1 an : 3.000 francs
Adresser tous paiements à : « LES SEPT COULEURS »
35, rue Cortambert, Paris-16e — C.C.P. 218.219 Paris

PRIMES SPECIALES A NOS ABONNES

A tout abonné d'un an nous offrons gratuitement un bon pour 300 fr. de volumes à prendre aux Editions des Sept Couleurs (catalogue en dernière page de notre couverture). En outre, tout abonné d'un an a droit avec chaque numéro à deux exemplaires de propagande gratuits de **Défense de l'Occident** qui lui seront expédiés en en même temps que son propre exemplaire.

A tout abonné de six mois, nous offrons gratuitement un bon pour 150 fr. de volumes à prendre aux Editions des Sept Couleurs (catalogue en dernière page de notre couverture). En outre, tout abonné de six mois a droit avec chaque numéro à un exemplaire de propagande gratuit de **Défense de l'Occident** qui lui sera expédié en même temps que son propre exemplaire.

Tout abonné de trois mois a droit avec chaque numéro à un exemplaire de propagande gratuit de **Défense de l'Occident** qui lui sera expédié en même temps que son propre exemplaire

Les idées et les faits

POURQUOI NOUS COMBATTONS

Cette Revue existe déjà depuis quatre mois. A ceux qui la lisent pour la première fois, il est utile d'expliquer ce qu'elle est et ce que nous voulons faire.

Nous vivons depuis sept ans sous un régime d'exploitation, de corruption, de haine et de mensonge. L'institution des partis, l'occupation des places et la mainmise sur la presse sont les principaux instruments de cette politique qui a réussi à étouffer la volonté populaire, à menacer la liberté, à falsifier les faits, à dégoûter le pays, et à sacrifier son indépendance et son avenir au profit d'une coalition d'intérêts privés. Cette falsification de la démocratie n'est pas propre à notre pays : elle a été appliquée avec les mêmes résultats à tous les autres pays d'Europe. Comment avons-nous réagi à cette situation ? Par une attitude purement polémique qui a consisté, d'une part, à rectifier la falsification des faits par les moyens de fortune qui restaient à notre disposition (et cette entreprise a donné des résultats importants dans l'opinion malgré la faiblesse de ces moyens), et, d'autre part, en coalisant des intérêts lésés, ce qui ne pouvait mettre et n'a mis en jeu que des effectifs insuffisants. L'opposition, divisée au départ par la diversité des origines politiques et affaiblie par les persécutions, n'a jamais tenté de s'adresser au pays en lui présentant un programme clair et constructif, fondé sur l'intérêt général et non sur les revendications d'une minorité politiquement vaincue.

C'est pour provoquer ce renversement de la tactique de l'opposition qu'un groupe d'hommes d'origine sociale et de passé politique très divers ont fondé *Défense de l'Occident.*

Nous croyons que les circonstances sont actuellement favorables, et voici les trois facteurs politiques qui nous paraissent importants.

Le premier est l'entrée en scène d'une génération qui n'a pas participé aux événements de 1940-1945. La génération de vingt-cinq à trente ans avait entre douze et seize ans au début de la guerre, la génération de vingt à vingt-cinq ans avait de huit à treize ans en 1940. Les discussions de résistants à pétainistes ne les intéressent pas. Ces deux générations qui représentent un cinquième du corps électoral et un tiers au moins des militants actifs, demandent des solutions à l'avenir dramatique qui leur a été préparé et non des récriminations sur le passé.

Le second facteur est le flottement actuel de la clientèle communiste. Un grand nombre de communistes restent attachés au parti parce qu'il n'y a pas autre chose. Mais un certain nombre d'entre eux commencent à percevoir que le Parti communiste sacrifie les intérêts de la classe ouvrière aux intérêts de la politique soviétique. Il y a place en ce moment pour un parti des travailleurs qui se donnerait sincèrement pour objet la défense des intérêts des travailleurs contre des partis qui se sont tous faits complices de l'exploitation capitaliste et qui acceptent et préparent une guerre qu'ils jugent inévitable.

Enfin, le troisième facteur est l'importance et la gravité des échéances que nous ne pouvons repousser. Les partis, par leurs manœuvres malhonnêtes et tortueuses, se sont mis dans l'obligation de poser devant le pays la question de la politique d'intégration européenne, et *cette question contient toutes les autres.* Le choix qu'on nous demande est un choix entre l'exploitation et la liberté, entre l'indépendance et le statut colonial, entre la paix et la guerre. Sans nous en douter, nous sommes peut-être à la veille des Etats Généraux de 1789. La gravité des questions soulevées exige des programmes clairs, cohérents, qui nécessairement toucheront à tout. Elle ne permet plus les échappatoires.

Quel programme proposons-nous ?

Le premier acte de *Défense de l'Occident* a été de publier un Manifeste qu'on peut trouver dans notre numéro un. Ce Manifeste rédigé en commun contient les propositions que je résume succinctement ici :

— les unités nationales ne sont plus en mesure de faire face aux tâches économiques et militaire du monde moderne. La communauté européenne est une nécessité;

— la communauté européenne doit respecter autant que possible les structures nationales. Elle doit se réaliser por une coalition des différentes forces nationales qui prendra progressivement la forme d'une Confédération, puis d'un Etat fédéral. L'Armée européenne, par exemple, doit être une coalition des armées nationales sous un commandement européen.

— La communauté européenne doit être *indépendante.* Elle doit décider seule de son organisation militaire et de sa position diplomatique. Elle ne doit pas se trouver entraînée dans

une guerre mondiale par une décision ou par une pression d'un Gouvernement étranger, mais elle doit être en mesure de décider seule de son attitude en cas de guerre mondiale.

— La communauté européenne doit constituer un ensemble économique autonome se suffisant à lui-même par la coopération des économies nationales en une seule économie planifiée. Les matières premières ou l'outillage qui ne se trouvent pas en quantité suffisante dans l'espace eurafricain doivent faire l'objet d'échanges avec des produits de l'économie européenne.

— La production doit être la base de l'économie européenne autonome qui sera soustraite par là aux manipulations monétaires imposées par le mouvement des prix et des capitaux à l'étranger. La planification de l'économie européenne et la fixation d'objectifs échelonnés doivent permettrent d'intéresser tous les travailleurs à la réalisation d'une production massive des biens de consommation qui conditionne l'augmentation du pouvoir d'achat.

— Tous les travailleurs doivent être associés à la production européenne, d'une part, comme réalisateurs et bénéficiaires des objectifs à atteindre en un temps donné, d'autre part par une participation effective directe dans leur entreprise aux plus-values résultant d'une meilleure organisation ou d'un accroissement de la production. Les éléments parasitaires de l'économie doivent disparaître.

— Pour que la communauté européenne devienne une force politiquement saine, les éléments communistes ou crypto-communistes doivent être éliminés de la politique européenne, ainsi que tous les agents d'infiltration d'intérêts politiques ou stratégiques non-européens. L'Europe ne doit pas appartenir à un camp idéologique, mais elle doit constituer une troisième force politique et militaire au service de la paix.

— Les traités et pactes actuels qui lient individuellement les différents pays européens devront être remplacés par des traités signés par l'Europe en tant que Confédération avec d'autres Etats ou Confédérations pour garantir son territoire contre le danger d'agression. La Communauté européenne doit s'interdire **dans ces traités de participer à aucune agression contre un Etat non-européen.**

— La loyauté totale et la complète égalité de droit et de situation entre la France et l'Allemagne sont des conditions indispensables de cette communauté européenne. Nous devons travailler les uns et les autres à oublier les mauvais souvenirs de la guerre. Nous ne devons maintenir aucune discrimination ou méfiance soit à l'égard d'un peuple, soit à l'égard d'une partie de ce peuple. L'institution d'une communauté européenne doit commencer par une amnistie totale et véritable dans toute l'Europe.

Je ne crois pas avoir résumé ici trop arbitrairement le Manifeste élaboré en commun (1). Je n'y ajouterai que quelques commentaires qui feront comprendre notre position dans les questions européennes qu'on débat actuellement.

(1) Pour obtenir le texte de ce Manifeste, nous demander le N° 1 de "Défense de l'Occident" (28 rue Serpente Paris 6). Joindre 100 frs en timbres-poste ou ou mandat à notre CCP: Les Sept Couleurs, 218219 Paris.

Nous croyons tous que beaucoup de difficultés qui apparaissent actuellement n'ont pas de solution sur le plan national, mais qu'elles en ont une si on les transpose sur le plan européen. Le découragement même l'atonie politique de notre pays est explicable par le sentiment répandu partout *qu'il n'y a rien à faire* et que ce n'est pas la peine de se déranger pour faire semblant de se prononcer sur des événements dont la direction ne nous appartient plus. Nous croyons, par contre, que la mise en commun des ressources de tous les pays européens créerait une force et redonnerait rapidement à notre pays, la sensation de la force, de l'efficacité et de la responsabilité.

La condition essentielle est que cette Europe soit indépendante et qu'elle soit intelligente et dynamique. Nous ne recouvrerons notre volonté que le jour où nous aurons le sentiment de faire nous-mêmes notre destin. Une Europe de bureaucrates et de technocrates, agents des grands intérêts financiers internationaux, telle que celle qu'on nous fabrique à Strasbourg, ne peut nous servir à rien. Si l'Europe qu'on veut faire n'est qu'un terrain de chasse plus vaste et plus commode pour le capitalisme international, ce n'est pas la peine de commencer. Nous sommes partisans de l'Europe, mais nous constituons et nous voulons constituer une opposition à Strasbourg.

L'Europe que nous proposons n'est pas une tête de pont ou une partie d'un hémisphère atlantique ; elle est une communauté continentale bien définie, clairement délimitée et dont l'indépendance politique doit avoir pour garantie et pour base son indépendance économique. Ses intérêts ne sont pas atlantiques, sa monnaie n'est pas atlantique, sa direction n'est pas atlantique. Notre Europe est continentale. Son avenir est continental, son armée doit être continentale, son économie est continentale et africaine. Malgré des préjugés que nous comprenons, malgré des craintes et des souvenirs que nous devons apaiser, cette Europe continentale est nécessairement franco-allemande. Nous croyons que la collaboration économique, militaire et politique de la France et de l'Allemagne peut constituer, épaulée par les autres pays d'Europe, une force saine et puissante. Nous appelons les forces populaires dans nos deux pays à prendre l'initiative d'une réconciliation loyale et courageuse.

La France, située dans le camp des vainqueurs, doit éviter les erreurs que l'Allemagne victorieuse commit en 1940. Elle peut mener à bien aujourd'hui en s'appuyant sur la loyauté seule, le grand rêve d'unification que n'a pas réalisé la puissance des conquérants. Au bout de cet effort, il y a pour notre peuple la sécurité, la paix, la prospérité. Se laisser entraîner dans l'utopie de l'hégémonie atlantique, c'est s'exposer à une guerre mondiale et aliéner notre indépendance : c'est servir des intérêts financiers et politiques qui ne sont pas les nôtres. Au contraire, fonder une Europe pacifique, qui souhaite la paix et de bons rapports avec

tous ses voisins, qui n'accepte de participer à aucune guerre idéologique, c'est suivre la vocation de paix de la France, et c'est en même temps assurer sa grandeur et son avenir.

⁂

Nos dispositions à l'égard des Etats-Unis, en temps que nation, ne comportent aucun préjugé. Nous distinguons entre l'Amérique rooseveltienne, responsable de la politique de destruction et de haine, et l'Amérique nationale des républicains. Nous refusons de faire porter à l'Amérique de Taft, de Mac Arthur et de Nixon, l'écrasant héritage du bain-trust de Roosevelt. Nous attendons de cette Amérique nouvelle des solutions courageuses, inspirées du bon sens et de l'intérêt national des Etats-Unis. Nous devons l'aider à dépister en Europe ceux qui rêvent de guerre et d'asservissement sous leur déguisement de démocrates et d'antifascistes.

Mais la politique des Etats-Unis en Europe contient un danger de guerre. Nous devons dire loyalement que l'Europe, selon nous, doit chercher à se tenir à l'écart d'une troisième guerre mondiale, c'est une question de vie ou de mort pour elle. L'armée européenne ne peut donc être, en aucun cas, et sous aucune forme, une dépendance de l'armée américaine. La politique européenne ne peut être non plus un département de la politique américaine. Une Europe forte serait un élément de paix et de stabilité dans le monde. Une Europe entraînée dans l'effarante utopie d'un hémisphère atlantique ne serait que la partie la plus vulnérable et, moralement, la plus dangereusement minée, d'un dispositif stratégique étranger à ses intérêts essentiels.

Les hommes d'Etat américains, lorsqu'ils veulent armer l'Europe, font un calcul juste, car une Europe forte et capable de se défendre est une bonne carte dans leur jeu politique. Mais lorsqu'ils pensent qu'ils doivent lier organiquement la défense de l'Europe à leur propre dispositif militaire, nous sommes convaincus qu'ils font un calcul faux et dangereux. Notre tâche consiste à démontrer aux Etats-Unis qu'il est *plus avantageux* pour eux que l'Europe reste en dehors de la guerre. Or, cette démonstration est facile, en dépit des apparences. Une Europe-tête de pont a peu de chance d'échapper à l'occupation soviétique. Ses usines, son personnel qualifié, ses matières premières passeront donc sous le contrôle de l'économie de guerre soviétique et seront utilisés à son profit en dépit des destructions massives de l'aviation américaine. Au contraire, une Europe soustraite à l'influence soviétique et parvenant à rester en dehors du conflit, échappe au circuit de la production de guerre soviétique. Finalement, en cas de guerre, cette dernière situation est un avantage pour les Etats-Unis, de même que dans la seconde guerre mondiale, une Italie neutre eût été plus avantageuse à Hitler qu'une Italie belligérante.

Je suis convaincu, du reste, qu'il n'est pas difficile de faire admettre une telle conception à des généraux américains. La difficulté de la solution que nous proposons n'est pas d'ordre stratégique, comme on le croit généralement : elle est d'ordre économique.

Ce qui importe avant tout, c'est d'expliquer *l'esprit* dans lequel nous voudrions faire la communauté européenne. Nous voudrions que cette Europe apporte quelque chose de positif aux ouvriers de tous les pays, que cette communauté ne soit pas seulement une communauté de défense, qu'elle soit avant tout une communauté de production ; qu'un marché de 250 millions d'habitants permette de transformer les conditions de fabrication et de produire en vue de la consommation et du niveau de vie de tous et non en vue du profit ; qu'il ne soit plus question de savoir si les textiles se vendent bien ou ne se vendent pas bien, si le ciment rapporte ou ne rapporte pas, mais *comment* on doit planifier la production de toute l'Europe pour que chaque ouvrier puisse s'acheter deux complets par an, pour que chaque ménage ait son logement, pour que dans chaque logement il y ait un frigidaire, une machine à laver et une salle de bain ; qu'on explique aux ouvriers qu'ils travaillent, en fait, pour avoir tout cela et qu'ils l'auront à telle date, suivant tel plan échelonné connu de tous, et qu'ainsi ils aient la certitude de travailler, non pour augmenter les bénéfices d'un patron ou d'une société, mais pour eux-mêmes et pour tous les travailleurs sans exception. Cet esprit de la production suppose qu'on produit pour *la communauté* et non pour le profit. Il suppose que chacun accepte loyalement sa place dans ce plan et ne cherche pas à écraser ses concurrents, à s'emparer du marché, à imposer ses prix. Il suppose la volonté de travailler pour le peuple, suivant un plan ordonné, en acceptant une certaine discipline, et non pas en se demandant si l'argent qu'on possède est mieux placé en tôles qu'en ciment.

Il est bien évident qu'une telle Europe suppose des pouvoirs forts et une économie autonome et soustraite aux pressions de l'étranger. Il est évident aussi que cette économie disciplinée offrira un terrain de chasse moins fructueux aux affairistes de tout poil qui cherchent avant tout les beaux dividendes. Mais l'Amérique est-elle la même chose que les affairistes américains ? Nous ne le croyons pas. L'équipe rooseveltienne, c'était en effet, les affairistes et les banquiers juifs. Leur plan était la mainmise juive sur le monde par l'intermédiaire des Etats-Unis. Mais l'Amérique républicaine, ce n'est pas cela. Nous croyons que parmi les hommes d'Etat qui viennent d'arriver au pouvoir, il y en a qui peuvent comprendre ce qu'il y a de sain et de juste dans ce plan, qui sauront discerner que seule une telle Europe arrêtera la pénétration de l'idéologie comumniste, et que cette unité économique autonome n'apparaîtra pas en rivale ou en adversaire de l'économie américaine, mais qu'elle peut s'entendre parfaitement avec une Amérique réaliste et nationale.

***

Les Etats-Unis ont intérêt à ce que l'Europe soit forte. Les meilleurs de leurs hommes d'Etat le comprennent. Nous leur demandons seulement de réfléchir aux conditions nécessaires de cette Europe forte, et nous sommes convaincus qu'ils découvriront très vite que les conditions de la force et de la santé pour l'Europe sont les mêmes que les conditions de la force et de la santé pour une nation : que l'indépendance réelle, que le sentiment de son autonomie en tant qu'Etat sont nécessaires à l'Europe, si l'on veut qu'elle vive et qu'elle joue dans la politique mondiale le rôle qu'on attend d'elle.

Cette Europe, forte et populaire, ce ne sont pas les équipes de fripouilles que nous avons vues au pouvoir depuis sept ans qui sont capables de la créer. Mendiants bonimenteurs, toute leur science se borne à aller présenter la note. Et ils n'aperçoivent même pas ce qu'il y a d'humiliant pour un pays comme le nôtre à entourer d'une indécente publicité ces voyages de maquerelles où l'on demande une avance sur la dot. Cette comédie déshonorante tue non seulement les hommes qui la jouent, elle tue aussi les idées qu'ils apportent. L'Europe qu'ils méditent ne vaut pas mieux que la politique qu'ils font. Nous ne voulons pas de leur sale cuisine. Si l'on dit au peuple français : « Oubliez les mauvais souvenirs, l'union de la France et de l'Allemagne, leurs hommes et leurs richesses mises en commun peuvent nous ouvrir à tous un avenir nouveau », oui, beaucoup d'hommes seront touchés par cette idée brutale, et même ceux qui hésitent ne peuvent nier qu'elle ait l'attrait de la force et de la grandeur. Mais si l'Europe doit être une putain fardée qu'on mène à Washington pour montrer sa jambe et sa croupe, si, avant de commencer, on a déjà trouvé moyen de nous vendre, qui est-ce qui prendra au sérieux la courtisane qu'on veut déguiser en déesse ?

L'Europe entretenue, la putain démocratique et atlantique, ne vaut pas mieux que notre impuissance actuelle, et elle n'apportera à son maître que ce qu'apporte toute femme qu'on paie. Nous voulons, nous, l'Europe des hommes et l'Europe du continent, l'Europe de la terre, celle du bon sens et celle de la force. Nous voulons qu'elle soit au service du peuple et nous voulons aussi qu'elle soit sans haine et sans peur : pas hystérique devant le fantôme du fascisme mort, pas hystérique non plus devant l'Empire soviétique. Pas l'Europe des marchands, pas l'Europe des crypto-communistes, pas l'Europe des antifascistes professionnels ou des professionnels de la politique, du bénitier et des combines, mais l'Europe des peuples. Cette Europe est possible. C'est une question de volonté. Des milliers d'hommes dans d'autres pays se sont déjà prononcés pour elle. En France, tout est à faire encore. Mais repousserons-nous par lâcheté et par paresse la seule solution qui nous assure la paix ? Quand les sirènes commenceront à hurler sur nos villes, il sera trop tard pour dire : si nous avions su.

Maurice BARDÈCHE.

Drieu la Rochelle

En hommage à la mémoire de Drieu La Rochelle, pour le huitième anniversaire de sa mort, nous reproduisons ces deux textes toujours vivants et riches d'enseignement pour notre avenir.

LES FAUTES DU NATIONAL-SOCIALISME

En dépit du caractère vraiment rétrospectif que paraît prendre dans ces derniers mois toute réflexion sur l'histoire de l'hitlérisme en Europe depuis quatre ans, le militant politique peut chercher, comme l'historien, les premiers éléments d'une leçon dans des remarques comme celles qui suivent.

Quelles ont été les raisons de l'échec total de la politique hitlérienne ? La raison immédiate peut être cherchée dans le caractère irrémédiable que prit dès le début la révolution hitlérienne. Cette révolution ne fut pas poussée assez loin dans aucun domaine. Certes, le vouloir essentiel des révolutionnaires hitlériens comme des fascistes, était de ne pas faire comme les bolcheviks table rase de tout, d'éviter les énormes destructions de biens et de vies consécutives à une subversion brusque et totale, et de ménager la survivance de certains éléments de la vie ancienne dans le cadre de la vie nouvelle. Mais l'inflexion conservatrice l'a trop emporté sur l'inflexion novatrice. Principalement, la révolution hitlérienne a trop ménagé le personnel ancien dans les cadres économiques et dans les cadres militaires : elle a trop épargné l'ancien personnel capitaliste et l'ancien personnel de la Reichswehr. Cette double erreur a pris corps le 30 juin 1944. Hitler, ce jour-là, pouvait à la rigueur frapper la déviation de gauche, mais il lui fallait aussi frapper vigoureusement la déviation de droite.

Comme il ne l'a pas fait, ou à peine, il en est résulté que, lors de la guerre, sont bientôt apparues comme irréductibles les conséquences de cette insuffisance révolutionnaire ; la politique allemande dans tous les pays de l'Europe occupée s'est révélée comme entachée de tous les préjugés de l'antique routine de guerre et de diplomatie : elle s'est révélée incapable de tirer un parti neuf et vaste de la magnifique situation qui lui était offerte. Elle s'est montrée incapable de transformer une guerre de conquête en guerre révolutionnaire, croyant réduire la violence au minimum et par là rassurer et séduire l'opinion européenne, elle a vu promptement retourner contre elle cette opinion parce que rien de nouveau et d'intéressant n'était apporté.

Voici tout ce qu'aurait pu faire une politique allemande un peu neuve :

1° Elle aurait pu écarter tout geste rappelant l'ancienne politique de conquêtes militaires, d'avantages diplomatiques, d'accaparements économiques. Elle n'aurait pas arboré le drapeau allemand sur les monuments publics ni supprimé les drapeaux ou les hymnes nationaux ; elle aurait évité les défilés de parade. Elle aurait partout respecté les autonomies nationales du point de vue administratif et politique et n'aurait pas perpétré des annexions à l'ancienne mode comme celles de la Bohême, de l'Alsace, du Nord de la France, de la Pologne. Elle n'aurait pas hâté la main-mise sur les affaires privées, sur les sociétés anonymes, sur la machinerie des usines, sur les avoirs bancaires.

2° En revanche, elle aurait libéré les prisonniers, provoqué des plébiscites en vue de négocier directement avec les peuples des traités de paix au moins provisoires ; elle aurait aboli les frontières douanières et généralisé un Zollverein européen.

3° D'une façon plus profonde, elle aurait passé d'une politique de nation à une politique d'internationale ; elle aurait doublé sa politique de nation d'une politique d'internationale. Ainsi, elle aurait pu tenir tête valablement aux nations qui sont de grandes rivales : la Russie qui a à sa disposition l'internationale communiste et l'internationale orthodoxe et peut-être la musulmane, l'Amérique et l'Angleterre qui ont à leur disposition les internationales démocratique, maçonnique, protestante, catholique, juive.

Le slogan de l'Europe aurait dû être exploité d'une façon concrète, positive, par des réalisations spectaculaires et profondes.

Ces premières réalisations pouvaient être, nous l'avons déjà dit, des plébiscites, des referenda déchaînés dès l'automne 1940, en France, en Belgique, en Hollande, en Norvège, en Danemark. Hitler devait demander aux peuples, par-dessus la tête des gouvernements : « Voulez-vous faire la paix avec le peuple allemand ? Ou voulez-vous continuer la guerre ? Voulez-vous nous faire confiance ? Ou nous la refusez-vous ? »

Les secondes réalisations, tout de suite consécutives, devaient être la proclamation d'une union douanière, avec tous les pays d'Occident et la convocation, par exemple à Strasbourg, d'une nouvelle S.D.N. proprement européenne.

Là aurait été proposée l'internationalisation, l'européanisation de certains points stratégiques : les Détroits baltes, les Ports du Nord norvégien et finlandais, le triangle Calais-Boulogne-Saint-Omer, les îles normandes, Cherbourg et Brest, etc... Les armées allemandes auraient été proclamées européennes — la S.S. étant le point de ralliement des jeunesses guerrières d'Europe — et n'auraient plus occupé les contrées et côtes d'Europe qu'en vertu d'un mandat européen décerné par une Assemblée Européenne. Le difficile et douloureux problème de l'occupation généralisée changeait totalement de caractère.

Tout cela aurait été, en dépit de son caractère d'ampleur, d'une utilité insuffisante, si cela n'avait pas été appuyé sur l'établissement d'une véritable internationale sociale. Il fallait provoquer la création dans tous les pays occupés de partis nationaux-socialistes-hitlériens et les fédérer dans une internationale socialiste-européenne, ayant son siège à Strasbourg ou à Bruxelles.

Les tentatives norvégienne et hollandaise des « Quislings » ont échoué parce qu'elles étaient sporadiques et nullement entraînées dans un grand mouvement européen.

L'Allemagne hitlérienne a tâché, au début, d'éviter les violences de politique intérieure et les violences sociales. Mais seules ces violences pouvaient donner un sens aux violations militaires et diplomatiques qu'impliquaient forcément ses conquêtes. Et seules ces violences exercées promptement et nettement au début, pouvaient en épargner d'autres qui devaient fatalement venir plus tard sous la déplorable forme d'une réaction passive, d'une réplique tardive et purement policière aux soulèvements fomentés par les ennemis.

Certes, il aurait fallu user en 40, de violence morale, pour imposer les plébiscites, les referenda, les traités de Zollverein, les grands partis uniques. Mais l'Europe attendait de l'hitlérisme la violence, dans le pire d'abord, dans le meilleur ensuite. En 1940, la France attendait des massacres puis une grande novation. Ces premières violences sèches auraient passé aisément, étant accompagnées de gestes précis et évidents comme, après le retour des prisonniers dans tous les pays, une réunion européenne à Strasbourg, dans une Alsace respectée. A quoi bon annexer l'Aasace, quand c'est toute l'Europe qui devient allemande du jour où l'Allemagne cesse d'être l'Allemagne pour se perdre dans l'Europe ?

L'hitlérisme a sottement dédié un respect superficiel aux autonomies et aux souverainetés nationales, quitte à les miner par les vieux procédés diplomatiques, militaires, financiers. Elle aurait mieux fait de les presser et de les forcer ouvertement — pour avant tout obtenir certains résultats économiques et sociaux — à condition de rendre une liberté réelle aux peuples en les faisant participer à la puissance libératrice d'une unité européenne mise au service de tous.

L'hégémonie allemande — puisqu'en tout cas il faut une hégémonie — aurait pris un caractère indestructible en se fondant sur un principe et une pratique de fédération, et surtout en donnant à ce principe et à cette pratique un sens profond, une orientation décidée, le socialisme généralisé, selon les principes

du Front du Travail et de la Force par la Joie, renforcés, certes très renforcés !

L'Allemagne s'est abstenue de certaines violations qui auraient été fort utilement complémentaires de toutes celles qu'elle s'était déjà permises : elle aurait dû envahir la Suisse et la Suède, supprimer ces derniers foyers du libéralisme et de l'anarchie, ces foyers d'intrigues qui se sont révélés si dangereux et si efficaces, elle aurait dû provoquer de véritables révolutions nationales-socialistes en Italie, en Espagne, au Portugal, en Hongrie, etc... Révolutions qui auraient été anticléricales. L'hitlérisme a respecté bien à tort les vieilles aristocraties monarchiques et cléricales, les vieux sacerdoces maçonniques qui ne lui en sont su aucun gré !

⁂

L'élan révolutionnaire de l'hitlérisme a été si faible qu'il n'a même pas transfiguré la guerre. Hitler, sans doute à cause de son ascendance autrichienne et petite bourgeoise (fils d'un petit fonctionnaire qui change de nom parce que le sien n'est pas assez chic), éminemment formaliste et respectueux des vieilles hiérarchies, est resté le sous-officier de ses débuts, employé par la Wehrmacht à une certaine propagande politique. Il a respecté la Wehrmacht comme tabou : aussi n'a-t-il pu concevoir la guerre que telle que la concevait la Wehrmacht, comme une édition revue et corrigée de 1914, rien de plus.

En 1933, il aurait dû faire comme Staline et bouleverser de fond en comble ses Etats-Majors et son corps d'officiers. Il aurait dû renoncer à toutes les antiques vertus de l'armée prussienne (armée condamnée, le nid des hobereaux prussiens va être détruit en Prusse Orientale par les armées russes) et forger une armée entièrement nouvelle, moins traditionnellement experte, mais vivifiée dans ses vues techniques par un esprit politique entièrement nouveau.

C'est la Wehrmacht qui a soufflé à Hitler sa déplorable politique conservatrice d'occupation à allure de conquêtes, de parades, de garnison dans les villes, de sournoiseries diplomatiques (on respecte le président Hacha, le maréchal Pétain, mais on les chambre). La Wehrmacht ne voulait pas de la Gestapo en France, mais par son attitude obtuse, elle a préparé le terrorisme qui ne pouvait ensuite être contenu que par la Gestapo.

La Wehrmacht se croit libérale, mais son comportement implique toutes les hypocrisies réactionnaires qui sont dans le libéralisme.

La Wehrmacht a peut-être prévu certaines erreurs stratégiques de Hitler, mais par l'atmosphère où elle avait étouffé son génie, elle les avaient rendues inévitables. Certes, elle a voulu que Hitler fît la campagne de France tout de suite après la campagne de Pologne ; certes, elle a voulu (peut-être) poursuivre les Anglais en Angleterre après Dunkerque (était-ce possible sans avions de transport et sans bateaux ?) ; certes, elle a déconseillé Stalingrad et le Caucase... Mais elle s'est opposée à l'affaire de Norvège, elle n'a pas vu la nécessité de sauter en 40 sur Gibraltar, Tanger et

Casablanca ; elle n'a pas imposé le soutien à fond de Rommel en août 42 à la place de la pointe de Stalingrad. Et, depuis le tournant de la fin de 42 ,elle semble (hantée par le souvenir de l'offensive tardive et vaine de Luddendorf au printemps 1918) avoir préconisé une stratégie purement défensive, sans imagination, sans génie, qui ne pouvait qu'amener lentement mais sûrement au désastre.

Il semble que Hitler, après des élans, des bouffées de génialité qui l'ont momentanément et partiellement opposé à la Wehrmacht jusqu'en 1942, se soit résigné, humilié et définitivement soumis au mauvais génie de cette Wehrmacht, institution vieillie, desséchée, et qui n'emportera dans sa ruine que ce qui reste du conservatisme monarchique et aristocratique en Europe.

Ainsi donc, échec de la guerre dû à l'échec de la révolution économique, sociale, politique. Chaque échec est lié à tous les autres. Hitler, rétrogradé par l'esprit de la Wehrmacht, s'est fourvoyé dans une réédition de la guerre sous-marine de 1917, et il n'a pu concevoir les nouvelles conditions de la guerre aérienne. Sur ce dernier point, on voit nettement le nœud où s'enchevêtrèrent tous les échecs. Seule, une révolution socialiste en Europe, outrepassant les autonomies politiques, les frontières économiques, brassant les foules, aurait pu permettre à l'Allemagne une industrie de guerre aux dimensions américaines ou russes. L'Allemagne, incapable faute de suffisant élan révolutionnaire, de devenir vraiment européenne, s'est laissé déclasser en matière de novation économique, industrielle, scientifique (son ancien domaine préféré) et n'a pas pu mener la guerre à l'échelle continentale contre deux puissances continentales. Elle n'a pu faire que 3.000 ou 4.000 avions contre 12.000 ou 15.000. L'Allemagne, au lieu de tirer l'Europe de son archaïsme petit-bourgeois et nationaliste, est retombée au niveau de cet archaïsme.

⁂

Cette analyse, pour pertinente que nous la croyons, reste superficielle, parce qu'elle n'atteint pas à la cause profonde.

Cette cause profonde est dans l'ignorance où Hitler et les hitlériens ont été des seuls principes possibles d'une action révolutionnaire, les principes saisis par Marx et Lénine, dont a hérité Staline.

Bien que socialiste de tendance depuis de nombreuses années, nous n'avons jamais été pleinement et décidément marxiste, et nous ne savons si nous ne le deviendrons jamais. Nous restons assez sceptique sur la netteté des écrits de Marx, sur la facilité d'une interprétation droite et à tout coup féconde de l'immense fatras où se mêlent les allusions métaphysiques, une morale de l'action, les tentatives de systématisation économique, les impressions les plus saugrenues sur les événements du jour vers 1850 ou 1860. Toutefois nous reconnaissons que persiste avec une étrange force au fond de l'œuvre de Marx une direction générale parfaitement saine et juste, une orientation mystique hors de laquelle il n'y a pas de salut pour les meneurs de foule du XX[e]

siècle : critique radicale du capitalisme et dictature du prolétariat.

Par ignorance de Marx, Hitler a échoué... Mais a-t-il échoué ? Qui, dans l'histoire, a duré plus longtemps que Mussolini et Hitler ? Voici plus de dix ans que Hitler mène l'Allemagne directement, et depuis dix ans auparavant, il l'agitait ; cela fait plus de vingt ans qu'il est en scène. De même Mussolini. Ils sont ponctuellement et de bout en bout contemporains de Staline. Même si Hitler et Mussolini sombrent en 1944 ou 1945, n'auront-ils pas parcouru une longueur de temps qui est bien rarement accordée plus généreusement aux personnalités humaines ? Alexandre, Sylla, César, Auguste, Cromwell, Napoléon, ne se sont pas mus dans un espace plus vaste. Et c'est tout ce qu'il faut pour opérer un bouleversement décisif.

Or, le bouleversement est opéré. Mussolini a pu se détourner de Marx. Hitler, Hitler, l'ignorer ou le nier, ils n'en ont pas moins pratiqué dans le mur démocrate-capitaliste, une infraction irrémédiable et qu'aucun marxiste déclaré n'avait pu ou n'aurait pu faire.

Le « fascisme » a été le camouflage merveilleusement efficace d'une grande poussée sociale de la petite bourgeoisie (furieusement romantique comme tout ce qui est sorti et sort encore de la petite bourgeoisie, tant qu'elle n'est pas morte), qui était l'avant-garde et la véritable entrée en scène de la grande poussée socialiste.

De ce point de vue, nous ne nous serons pas trompés. Nous autres, fascistes européens, nous aurons été vraiment révolutionnaires, comme nous avions voulu l'être.

Nous pouvons mourir tranquilles. Nous avons fait une besogne que d'autres que nous ne pouvaient faire en Europe. Plus tard, les communistes percevront que nous leur avons ouvert la voie, une voie à l'entrée de laquelle ils piétinaient assez faiblement.

Si Staline a une chance en Europe, aujourd'hui, c'est grâce à Hitler et Mussolini, en dépit (et grâce, il est vrai) de toutes leurs insuffisances, leurs reculs.

Mais que vaut la chance de Staline ? Elle pèse lourd, et ne pèse pas lourd à la fois... Il peut tout gagner, et il peut tout perdre.

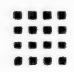
Et d'abord, il peut ne pas vivre beaucoup plus longtemps que Hitler et Mussolini, et ne pas avoir de successeur digne de lui, digne de Lénine.

Et ensuite, il n'a pas une faute à commettre en dépit de toute son habileté jusqu'ici.

Et n'a-t-il pas compromis la force révolutionnaire qu'il a en mais ? Détruire Hitler, sera-ce pour lui la plus grande habileté ou la plus grande faute ?

▼

L'HOMME EUROPEEN



Une certaine pensée de la fin du XIXe et du commencement du XXe siècle avait préparé pour l'humanité européenne les moyens d'une renaissance, comme il ne s'en était pas vu depuis des siècles, d'une révolution aussi complète qu'un tour de cadran...

Un nouvel Homme était né, en réaction contre la ville, à cheval sur la campagne et sur la ville, restituant dans l'âme et dans le corps, les valeurs de force, de courage, d'affirmation, avide d'embrasser l'expérience et l'épreuve, de s'établir sur un rapport direct et constant entre ce qui est senti, ce qui est pensé, et ce qui est accompli.

Entr la Russie, l'Italie, l'Allemagne, apparut cet Homme qui ne s'embarrassait plus des lourdes doctrines compactes du XIXe siècle ou qui, se décidant à les vivre, avait vite fait de les disloquer et de n'en garder que les éléments praticables...

On vit des hommes, nés dans le XIXe siècle, qui en secouaient tôt la poussière de méditations et de doctrines. Le XIXe n'avait pu que s'étonner, rêver et raisonner sur la nouvelle situation que s'était faite l'homme par la Science, l'Industrie, la grande ville ; le XXe siècle devait décidément dominer cette situation.

On vit Mussolini se débarrasser en peu d'années de l'anarchisme et du marxisme, Lénine accommoder les thèses talmudiques de Marx aux besoins d'un conquérant tartare, Hitler se pas même entrer dans le marxisme mais courir tout de suite encore plus vite que les deux autres à une synthèse du socialisme et du nationalisme. Ces deux grandes inventions du XIXe siècle furent réduites l'une par l'autre, devinrent quelque chose qui n'était plus ni l'une ni l'autre, bien que ce fut toutes les deux. Et c'est le moyen de vivre du XXe siècle.

L'homme nouveau est apparu avec une prompte ampleur en Italie et en Allemagne. Il apparaît d'abord mutilé et compromis en Russie, car les « Barbares », qui sont des « primitifs » touchés et bouleversés par les décadences voisines, comme des chiens sans maître cherchent leur pitance dans les poubelles ; ils doivent digérer les pires nourritures.

Le nouvel homme restitue au premier chef les valeurs du corps. Il part des exigences et des données du corps.

Voilà la grande révolution qu'a pressentie une partie de la pensée française, mais qu'elle n'a pas su dégager entièrement et rendre assimilable à la Nation : la Révolution du Corps, la Restauration du Corps...

Rien de moins matérialiste que ce mouvement. L'erreur lamentable de nos derniers rationalistes, où se sont avoués toute la déchéance, tout l'abâtardissement de leur pseudo-humanisme, a été de crier au matérialisme devant cette révolution qui sauve et restitue les sources et les appuis de l'esprit.

Non, la jeunesse européenne, qui a retrouvé à travers les pratiques souvent étroites et forcées, mercantiles et spectaculaires du sport, les rythmes élémentaires de la respiration humaine, les rythmes élémentaires de la journée humaine, n'était pas matérialiste. Dans ces rangs se formaient les pires ennemis du matérialisme, aussi bien du matérialisme des capitalistes d'avant-hier que des socialistes d'hier...

La jeunesse européenne, qui ne pouvait plus que penser mal parce qu'on avait privé sa pensée de la moitié d'elle-même, reforgeait son instrument, se reforgeait elle-même.

Une force irrésistible se préparait, la force, la seule qui ait jamais été et qui sera jamais, se reconstituait, la force vraie de l'esprit courageux dans le corps courageux ; cette force aurait facilement raison de tout un monde de débris et de résidus.

Tout cela se passait loin de la France et de l'Angleterre — à deux pas physiques de l'Occident vieilli et figé, à des milliers de lieues spirituelles. An temps des avions, Moscou, Rome et Berlin se mouvaient à une distance morale aussi grande de Paris et de Londres qu'était grande la distance physique entre ces villes du temps des diligences.

Quand on parle de cette entrée de la nouvelle pensée dans la politique, on ne peut considérer ni la France, ni l'Angleterre qui en ont été d'abord spectatrices passives, puis faibles adversaires.

Le mouvement s'est développé dans une Europe centrale qui va de Rome à Berlin et dont l'horizon était formé par la Russie d'une part, par les Etats-Unis d'autre part. A ce monde-là, le monde démocratique et libéral n'a servi que de repoussoir.

Ce mouvement s'est fait de deux péripéties convergentes : l'apparition dans l'imagination européenne de deux hommes, l'homme russe encore tout paysan, qui n'a pas été gâté ou usé par la vie urbaine, l'homme anglo-saxon, pionnier aventureux, sportif d'outre-mer. L'homme continental qui s'est retrempé dans le sport, s'est dressé comme un émule vigoureux vis-à-vis de ces deux types d'hommes.

Brusquement, vers 1920, apparaît le produit de l'éducation sportive qui se développe en Europe depuis quelques lustres : le fasciste, l'hitlérien. Ce type assimile quelques traits du bolchevik de la guerre civile russe et du gangster américain...

L'hitlérien s'est formé de la convergence de tous ces éléments; le combattant de la grande guerre, formé dans les Strumtruppen

ou l'aviation, devenu l'acharné des corps-francs, le terroriste-assassin de Rathenau; le boy-scout, le Wandervögel errant de maison de jeunesse en maison de jeunesse jusqu'à l'autre bout de l'Europe vers le salut inconnu ; l'homme des villes neurasthénique excité par l'expérience des fascistes italiens aussi bien que par celui des gangsters américains, des mercenaires des guerres de Chine, des soldats de la Légion étrangère...

Cet homme ressemble singulièrement au type de guerrier qui jaillit dans tous les bouleversements. Il tient du croisé, du routier de la guerre de Cent ans, du mercenaire des guerres de magnificence et de religions, du conquistador espagnol, du pionnier puritain, du volontaire jacobain, du grognard napoléonien. Au delà, il rejoint le soldat d'Alexandre ou de César qui, lui aussi, vécut une réaction brutale contre le raffinement.

Cet homme là essaie convulsivement et éperdument d'échapper à l'étreinte de la grande vile. Il s'enfuit dans les camps de travail et dans l'armée. Il a peur de lui-même. Mais son fils n'a plus peur de soi-même ; dans son fils il n'y a plus de conflit, la révolution est accomplie et fleurit..

Fascisme, hitlérisme, totalitaires, dépassent socialisme et nationalisme, comme ils anéantissent capitalisme et libéralisme. L'action brise ces systèmes séparés, ces morphologies particulières : cela ne veut pas dire qu'elle n'en fait pas l'analyse et n'en restitue pas des éléments à nouveau viables. L'action brise les vieux enchaînements d'idées, elle libère ainsi mainte idée et cela d'autant mieux qu'elle brise et qu'elle disperse les groupements d'hommes qui maintiennent la rigidité des idéologies.

Le totalitarisme offre les chances d'une double restauration corporelle et spirituelle à l'homme du XXe siècle, à cet homme qui exige son intégrité et qui l'impose aux conditions insuffisantes qu'il a trouvées.

Ce jeune ouvrier dont le corps a été restauré par le sport, l'entraînement athlétique et militaire, on ne peut le respecter dans son corps qu'en le respectant dans son âme. Il faut donc remanier à cet effet le mécanisme du profit. C'est ainsi que sport et athlétisme rendent concret le souci socialiste. Futuristes, nietzschéens annulent le socialisme abstrait de Marx et développent le problème en plein soleil...

La révolution européenne transcende les recettes courtes du sport et du corps ; elle transcende aussi la discipline étriquée du militarisme. Dans le militarisme s'étaient réfugiées des vérités et des pratiques essentielles ; mais elles y étaient corrompues par l'intrusion des préjugés rationalistes.

Les vieilles vertus de l'athlète et du citoyen armé de la Grèce, du chevalier chrétien de l'Europe médiévale, ne se retrouvaient que défigurées dans l'officier moderne, collé aux flancs des troupeaux de l'armée démocratique. Pourtant il gardait de la sobriété, de la modestie, du dévouement, une taciturnité monacale.

L'homme nouveau a réuni les vertus qui étaient depuis longtemps gravement dissociées et souvent opposées les unes aux autres : les propriétés de l'athlète et du moine, du soldat et du militant...

Tout cela se réalise selon les possibilités temporelles dans le type de l'homme fasciste ou hitlérien, qui s'accomplit dans le cadre du parti, de l'Etat, du peuple totalitaire.

Totalitaire. Quel n'a voulu être total de tous les grands mouvements qui ont traversé l'humanité européenne, que ce soit l'Eglise ou la Maçonnerie, les monarchies, les aristocraties, les démocraties, les mouvements puritains ou jacobins, socialistes, communistes, anarchistes ?

La Révolution qui se produit en Europe est totale parce que c'est la révolution du corps, la restauration des valeurs issues du corps, liées au corps, et que, par là-même, c'est la révolution de l'âme qui de nouveau découvre, détaille ses valeurs à travers les valeurs du corps...

L'homme totalitaire cherche cette seule liberté qui est puissance et plénitude, dans la discipline de ses passions et le renoncement gradué de l'une à l'autre jusqu'à un sommet évanescent. Il n'y a de liberté que là...

Nous revenons à un totalitarisme comme au Moyen-Age, c'est-à-dire à une convergence puissante de toutes les passions, de toutes les idées, dans tous les plans, dans une même direction.

Retour au Moyen-Age ? Il n'y a jamais de retour des hommes vers le passé, mais il y a nouveau passage parmi les hommes d'idées qui vont et viennent parmi eux, appelées et repoussées par la nécessité de leur danse perpétuelle. L'Humanité a connu déjà des tas de Moyen-Ages...

Pierre Drieu La Rochelle.

* * * * * * * *

MISSION DE L'EUROPE

Devant l' « économisme » et l'anticléricalisme de la gauche démocratique, devant une droite parlementaire surtout préoccupée de questions confessionnelles et d'intérêts économiques, Maurras avait lancé son fameux slogan « Politique d'abord ».

C'était un progrès dans le principe. Seulement il n'était plus confrome aux conditions de notre temps de rattacher cette politique aux règles qui avaient réussi aux rois de France. Le réalisme ne se réduit pas aux leçons de l'histoire. Dans une époque de transition comme la nôtre, il arrive même que l'histoire soit mauvaise conseillère. Pour engager l'avenir, les évidences du jour et le sens général de l'évolution des forces dans le

monde sont plus importants que les leçons d'un passé révolu. Dans le cas des Maurrassiens, le nationalisme chauvin qu'ils professent encore aujourd'hui n'est plus de la politique, mais du sentiment.

La gauche démocratique dont le socialisme reste impuissant, et dont l'anticléricalisme est une attitude, n'est pas autre chose non plus, qu'un vaste mouvement sentimental. Seulement, il est exploité politiquement par les maîtres du jeu de la démocratie internationale.

Quant à la droite classique, il est bien certain qu'elle n'apprendra rien maintenant et qu'elle restera jusqu'à la fin des temps un mouvement chargé de perpétuer une conception économique qui est déjà révolue. Mais de politique, elle n'en a point non plus.

La Révolution industrielle a en un siècle transformé la vie quotidienne de chacun. Ceci tout le monde l'admet. Mais il semble que dans leur politique, les peuples européens n'aient pas aperçu qu'elle a en outre complètement bouleversé la nature des forces réelles qui font l'histoire et modifié profondément les rapports entre les peuples.

Tout le monde formel de la politique s'est en quelques décades transformé, tandis que par paresse ou par habitude, nous n'avons guère changé d'idées et nous avons conservé nos vieilles méthodes.

Sans entrer dans une analyse détaillée des nouvelles conditions de la politique, je voudrais insister sur quelques évidences de portée décisive.

Pour nos arrières grand-pères, ce qui se passait en Chine n'affectait pas sensiblement les événements d'Europe. Il y avait plusieurs mondes qu'isolaient les distances. Pour nous tout événement a désormais une importance mondiale. Il n'y a plus qu'un monde dans lequel les distances ne comptent presque plus. Et il n'est plus imaginable de mener une politique régionale sans en attendre des répercussions globales.

Les Etats étaient, hier, des puissances politiques autonomes qui englobaient toutes les forces économiques et humaines d'une aire géographique bien déterminée. La politique tenait l'économie sous sa dépendance. Depuis à peine un siècle nous avons vu naître une réalité tout autre ; la nature des puissances dominantes a changé ; nous n'avons plus affaire à des hommes ou à des Etats, mais à des ensembles techniques financiers et économiques dont le pouvoir se diffuse partout et desquels la politique est sujette.

La vulgarisation des moyens de transmission de la pensée a fait apparaître dans le jeu complexe de ces forces un facteur nouveau d'une importance considérable : l'idéologie et les instruments de sa diffusion.

La puissance qui prenait hier la forme *organique* des Etats nationaux prend aujourd'hui, celle, insaisissable, d'*organisations* anonymes dont les hommes, même les plus puissants, dépendent.

Les conditions de l'action révolutionnaire qui vise à la libération de l'homme sont commandées par cette nouvelle réalité.

Elles doivent tenir compte *de la réussite d'agissement sur le plan international* et prendre la force d'un *organisme* vivant mobilisant toutes les forces populaires pour engager le dernier combat du sang et de l'esprit contre les monstres techniques qui font de l'homme un objet.

Maintenant il me paraît chaque jour plus évident que l'humanité approche d'un étonnant décisif de son histoire. Elle traverse deux crises sans précédent : une crise politique qui se traduit par la course à la domination mondiale, et une crise de conscience plus importante sans doute, mais moins visible que la précédente.

Si nous examinons comment se présentent ces deux crises du monde moderne, nous constatons que la politique est en gros, déterminée par la loi interne des puissances matérialistes, tandis que l'inquiétude des consciences n'a guère de réalité que pour les peuples de vieille culture dont les valeurs traditionnelles ont été détrônées par le rationalisme et le matérialisme.

La Russie soviétique, dont l'idéologie réduit toute réalité à la matière et toute valeur à l'organisation rationnelle du réel, est conduite à rechercher dans le dessein marxiste de conquête idéologique du monde, la réalisation de sa volonté de puissance.

Les U.S.A. représentent, en face, une civilisation purement économique et marquée de l'impérialisme inhérent à la société capitaliste. Son matérialisme est en réalité encouragé plus que tempéré par la croyance calviniste selon laquelle la réussite matérielle est un signe de la grâce de Dieu. Il est généralisé par l'idéalisation du seul bien-être matériel.

La politique des deux postulants à la domination mondiale illustre la loi des moyens matériels : toute puissance qui n'est pas au service des valeurs de culture cherche son idéal dans son accroissement et sa fin dernière dans la domination totale.

Cette fatalité de l'évolution matérialiste peut satisfaire momentanément les peuples qui ont devant eux, grâce à la supériorité de leurs forces, un grand avenir politique.

Mais pour l'homme de tradition de notre vieille Europe, elle n'apporte aucune solution aux problèmes essentiels qui se posent à sa conscience inquiète.

Et, au fond, l'homme Européen est même le seul qui se pose vraiment ces problèmes et qui s'efforce de les prendre pour référence de son action.

Pris entre le risque d'être écrasé par les puissances nées de la technique et celui de s'en rendre esclave pour acquérir la puissance, l'homme européen est chargé des problèmes essentiels qui décideront finalement du destin de l'humanité entière. En effet, quel que soit demain le maître du monde, les problèmes que pose la nouvelle orientation de l'humanité vers un destin global resteront les mêmes.

La crise de conscience qui n'intéresse guère aujourd'hui qu'une élite se généralisera et fera reconnaître à tous que, non seulement la politique, c'est-à-dire les rapports entre les peuples, doit

conditionner l'économie, c'est-à-dire la production et la distribution des biens matériels, mais encore que *la politique elle même ne peut être une discipline autonome et qu'elle se qualifie uniquement par la conception du monde qui l'inspire.*

Finalement nous serons devant l'alternative suivante : ou bien les puissances matérielles actuellement à l'œuvre resteront seules déterminantes et le monde s'acheminera de plus en plus vers un processus d'esclavagisme ; ou bien triomphera une nouvelle pensée politique fondée surle service de l'homme considéré non comme instrument, mais comme sujet de l'histoire, comme créature créatrice ; et l'humanité s'engagera dans une ère nouvelle de culture humaine, d'auto-création.

C'est dans les perspectives que les peuples d'Europe sont amenés à reconsidérer les bases de la politique. En reconnaissant que la crise de conscience est transcendante à la crise politique, nous sommes amenés à substituer dès maintenant au « Politique d'abord » de Maurras, la formule de « l'homme d'abord », qu'implique en Europe le refus du matérialisme.

Une telle position ne nous dispense pas de voir la réalité politique en face. Elle nous engage au contraire à être réalistes et à user de toutes les ressources pratiques dont nous pourrons disposer.

Il est évident qu'entre le monde bolchevique et le monde capitaliste, les nations européennes désunies et intérieurement soumises aux puissances matérielles à l'œuvre dans l'univers matérialiste ne sont pas en mesure de jouer individuellement un rôle dans la partie qui s'engage. Par sa désunion, l'Europe qui fut dans le passé la grande formatrice de l'histoire se trouve au moment crucial, disqualifiée dans la course politique à l'impérialisme mondial. Mais, d'autre part, c'est une politique disqualifiée qui prétend fixer l'avenir, une politique qui sera impuissante à fonder le monde qui naît.

Dans ces conditions deux taches également importantes s'offrent à nous. La première est de requalifier la politique en posant les bases d'une société qui favorise l'épanouissement de l'homme, qui mette à son service la technique qui l'asservit. Ceci suppose que se développe et murisse tout un ensemble doctrinal intéressant les disciplines les plus diverses. Ce qui manquait au fascisme qui n'a fait que montrer la voie en réhabilitant les réalités irrationnelles. Ce que des penseurs comme A. Carrel et Guénon en France, comme Keyserling et Spengler en Allemagne ont préparé.

La seconde, plus immédiate et plus politique, est d'aider à créer les conditions nécessaires à l'Europe pour l'accomplissement de sa mission : unité, reconstitution de ses forces, indépendance européenne.

Dans un monde uniquement voué aux objectifs de domination, cette position entraîne pour l'immédiat et l'avenir le plus proche de l'Europe un certain nombre de conséquences qui découlent de notre vocation et de la situation si dangereusement menacée où nous nous trouvons.

Assurément la conscience d'avoir une mission œcuménique ne saurait présenter pour le moment que l'importance d'un arrière-plan mystique.

Mais cet arrière-plan doit être développé et nous nous attacherons ici à le faire, car il conditionne finalement la foi et la puissance qui doivent nous animer comme la foi chrétienne et la mystique de la « Gesta Dei per Francos » animèrent les chevaliers du Moyen Age.

La première conséquence de notre position, c'est qu'un mouvement européen se justifie par la défense des valeurs nationales qui nourrissent cette mystique et que menace la volonté de puissance des grands empires matérialistes. Par là, un tel mouvement est idéologique, nous ne voulons pas n'importe quelle Europe. Nous refusons une Union Européenne démocratique d'Etats dénationalisés, dépendants d'un des deux blocs en présence. Une telle union, si elle se réalise, n'est intéressante pour nous, que si elle nous ménage la perspective de voir un jour les forces nationales en prendre la tête et réaliser ainsi notre projet.

Nous voudrions insister sur une autre conséquence des considérations précédentes. L'Europe a besoin de la paix et toute sa politique doit tendre à constituer une force indépendante capable d'écarter d'elle la guerre menaçante. Cette force doit être suffisante pour que l'éventualité de son intervention puisse convaincre un agresseur possible qu'il est préférable de ne pas ajouter cet adversaire à ceux qu'une guerre mondiale lui susciterait déjà. Pour constituer cette force, l'Europe doit utiliser toutes les ressources que la guerre froide lui offre et accepter la protection que l'Amérique peut lui apporter pour sauvegarder les bases stratégiques et le potentiel industriel qui convoite la Russie à l'Ouest.

Les nationaux doivent veiller à ce que les efforts de la démocratie internationale pour constituer la communauté européenne, ne compromettent pas irrémédiablement les chances de réaliser un jour l'Europe nationale et indépendante.

Enfin le mouvement européen doit s'attacher dès maintenant à la mission que nous reconnaissons aux peuples de culture et concrétiser dans tous les ordres d'activité, leur idéal d'une société faite pour le plein épanouissement de l'homme.

Les nationalistes français trouveront dans ces tâches, une occasion de renouer avec les traditions généreuses qui ont fait apparaître la France aux heures les plus glorieuses de son histoire comme l'initiatrice des grands mouvements humains.

Ceci peut être pour eux la base d'une politique positive et créatrice à substituer aux positions estimables mais sans perspectives sur lesquelles les nationaux ont combattu jusqu'à présent.

Jean Lesieur

L'héritage sanglant de Roosevelt en Afrique

Les deux puissances coloniales qui existent encore aujourd'hui, la France et l'Angleterre, expient l'erreur d'avoir expulsé l'Italie du continent africain : ce qui se passe au Kénia ou en Afrique du Nord n'est que le contre-coup, le *boomerang* des représailles exercées contre l'Italie. Bien que notre gouvernement — qui, pour sa part a collaboré aussi activement qu'il pouvait à la perte de l'Afrique italienne — invite les Italiens à oublier l'Afrique en les plongeant dans les eaux du Léthé européen, beaucoup d'Italiens continuent à s'intéresser à ce qui se passe en Afrique et ils y voient la suite et la conséquence de l'erreur monstrueuse de laquelle nous avons été les premières victimes et sur laquelle le gouvernement et la presse officielle essaient aujourd'hui de faire le silence.

Ceci dit, ajoutons que les événements d'Afrique du Nord n'ont pas pour unique origine la cause qui vient d'être mentionnée, et qui, bien qu'elle nous paraisse capitale, n'est en fait qu'un anneau dans une vaste chaîne, forgée par les préjugés anticolonialistes des Américains, mais rivée par l'inlassable propagande à double face communiste et nationaliste, organisée sous la pression des Etats arabo-asiatiques mais financée aussi par les intérêts commerciaux et stratégiques américains.

Peut-on briser cette chaîne ? Nous avons été les premiers à être pris à ce piège et, aujourd'hui, c'est le tour des Français. A l'O.N.U. le délégué du Pakistan a affirmé aux Nations Unies que les protectorats français de l'Afrique du Nord devaient être libérés « inconditionnellement ». Aucun stade de collaboration avant cette libération elle-même. Parlant de la Tunisie, le délégué du Pakistan a dit : « Puisque nous sommes indépendants, pourquoi les Tunisiens ne le seraient pas également, quand les statistiques françaises prouvent qu'ils sont nettement plus avancés que nous ? » De son côté, le Sultan du Maroc, Sidi Mohammed, a, à deux reprises, réaffirmé son vœu de voir restituer au Maroc son entière souveraineté, en spécifiant « qu'un pays comme le Maroc, ayant une position géographique et stratégique inestimables et jouissant d'un régime de liberté, est digne de jouer un rôle important dans le cadre d'une coopération internationale et d'avoir sa place dans le concert des nations libres. »

***

Où Sidi Mohamed a-t-il appris tout cela ? A l'école de Roosevelt. Ce furent là les premières déclarations que fit le défunt Président aussitôt après son arrivée à Casablanca, comme nous l'a raconté son fils Elliot, dans ses naïves confidences. Ce fut là une faute immense parmi les autres fautes immenses de Roosevelt. L'erreur américaine, fatalement étendue ensuite à toute l'Europe, fut de ne pas prévoir que le communisme allait travailler sur la même ligne. De même que les Etats-Unis aujourd'hui recherchent l'amitié des pays arabes et encouragent les nationalismes, de même l'Union Soviétique se dépêche de sacrifier sur l'autel de cette grande amitié la fine fleur de ses hiérarques tchécoslovaques. Moscou *fait sa cour* aux pays arabes et invente des prétextes sionistes pour graisser le mécanisme de sa politique arabe. Pendant ce temps, la France a sur les bras sa guerre d'Indochine, mais, en dépit de cette solidarité anti-soviétique dont elle donne la preuve avec son sang, elle est incapable d'obtenir des Etats-Unis qu'ils laissent tomber leurs protégés arabes et asiatiques.

Ainsi le « vice rooseveltien » est devenu une maladie inguérissable. Ce qu'on appelait du temps de Roosevelt de l'anticolonialisme est devenu en 1953, un mal auquel personne ne peut donner un nom et que personne ne sait traiter.

Il est bien certain, il est honnête de le dire, qu'un *boomerang* de cette nature quasi apocalyptique n'était, à l'origine, dans la pensée de personne. Les discussions de l'O.N.U. sont inutiles et ne peuvent qu'aggraver la situation intérieure des Protectorats, sans perspectives d'apaisement, puisque le Bey et le Sultan n'ont pas la possibilité de faire marche arrière, à partir du moment où les nations arabes ont pris goût à être courtisées par les deux blocs et sont encore sous le coup de la spectaculaire manifestation de Prague, couronnée à la manière soviétique par une série d'exécutions capitales. En d'autres temps, une situation de ce genre aurait exigé la convocation urgente d'une conférence de toutes les puissances intéressées au sort de l'Afrique (et on n'a pas manqué, à un certain moment, d'évoquer dans la presse le nom d'Agadir). Aujourd'hui, cette conférence internationale est convoquée en permanence, elle s'appelle l'O.N.U., elle est à l'origine de la crise actuelle, et, en son sein, siègent des représentants de l'Union Soviétique, pratiquement en guerre avec la France en Indochine, et les Etats-Unis, alliés de la France mais investis de toutes parts par les puenteurs de l'héritage de Roosevelt, compromis par les assurances données aux Nord Africains et préoccupés par les relations qu'ils voient s'amorcer entre les Arabes et les Soviets.

Voila le *boomerang* : il a créé un *imbroglio* où l'on patauge finalement dans le sang.

Filipo Anfuso

Nouvelles européennes Nouvelles politiques

Y A-T-IL EU UN PUTSCH MALENKOV-BERIA ?

D'un compte-rendu envoyé de Russie à un quotidien étranger, nous reproduisons les indications suivantes :

« Molotov était généralement considéré comme le successeur de Staline. Cette désignation pouvait même être considérée comme officielle à la suite de la déclaration faite par Malenkov en octobre 1952 au lendemain du 19° congrès du parti : « La présidence du Conseil des Ministres reviendra à Molotov, dans le cas où l'on donnerait un successeur à Staline ». C'est dans ce sens qu'avait été effectuée la réorganisation du parti. En cas de disparition de Staline, Molotov devait prendre sa place, Malenkov aurait eu le Secrétariat du Parti, Vorochilov le Ministère de la Défense et Kaganovitch l'Industrie. Staline avait décidé l'élimination de Béria.

Cinquante minutes après la mort de Staline, une réunion dramatique aurait eu lieu au Kremlin sur convocation de Malenkov. Etaient présents à la réunion : Molotov, Béria, Boulganine et Kaganovitch. Boulganine représentait l'armée et il était hostile à Molotov ; Béria avait besoin de Malenkov pour sauver sa peau. La discussion commenca entre les cinq et la triplice commenca par imposer la restauration du vieux Politbüro et l'annulation des mesures décidées par le 19° Congrès. Là-dessus, le Conseil se sépara au milieu de la nuit et la discussion se poursuivit entre Molotov, Malenkov et Béria. L'alliance de Malenkov et Béria aurait arraché, après une nuit entière de discussion, l'abdication de Molotov, qui aurait abandonné le Conseil à l'aube, à bout de résistance physique, après avoir subi la plus grave défaite de sa carrière politique. Béria et Malenkov se seraient alors partagé les dépouilles en prenant les deux premières places dans le système soviétique, reléguant l'héritier présomptif à la troisième. C'est l'appui donné par l'armée et la police à Malenkov qui aurait été l'élément déterminant ».

L'AMERIQUE SE DEBARRASSERA-T-ELLE DE ROOSEVELT ?

Le problème capital de la politique intérieure américaine reste le problème de l'épuration des éléments rooseveltiens installés dans la toute puissante bureaucratie de Washington. Les hésitations de la nouvelle équipe à pratiquer le nettoyage nécessaire alarment les observateurs les plus perspicaces. Cette équipe anti-faciste et crypto-communiste mise en place par Roosevelt et son entourage est un danger permanent de sabotage et de trahison. Si Dulles et Eisenhower veulent faire vraiment « autre chose » que leurs prédécesseurs, il y a là une opération indispensable à faire. C'est sur cette épuration nécessaire qu'on les jugera d'abord et qu'on sentira qu'il y a quelque chose de changé.

Toute la presse marxiste d'Europe vient d'ailleurs au secours de ces intéressants sujets auxquels elle doit tant. D'où les attaques violentes contre la politique de Mac Carthy et de Mac Carran qu'on nous présente systématiquement déformée. En fait, la prétendue " chasse aux sorcières " est simplement l'élimination de crypto-communistes avérés, spécialistes du sabotage sous le prétexte d'antifacisme, et, parfois, comme Alger Hiss et ses complices, agents payés des services d'espionnage soviétiques. Voilà ce qu'on oublie de nous dire. Et l'Amérique, après quelques affaires récentes, a payé assez cher le droit d'être méfiante. Un pays qui a vu un Alger Hiss, ami personnel d'Acheson, peupler de ses sous-agents et de ses créatures le Département d'Etat, pour transmettre aux Soviets tous les documents confidentiels qui leur passaient dans les mains, a le droit de se montrer circonspect. Les Américains organisent leur salubrité intérieure comme ils l'entendent. Cela ne nous regarde pas. Pas plus que les déméeés des Russes et des sionistes.

MAC CARTHY ET MAC CARRAN

On présente à peu près avec la même honnêteté la fameuse loi Mac Carran. Cette loi n'est pas du tout comme on pourrait le croire en lisant nos journaux, une mesure exorbitante destinée à empêcher nos marins de descendre à terre. Elle est, en réalité, comme on peut l'apprendre en lisant les journaux américains, une loi destinée à protéger l'Amérique contre l'assaut de millions de réfugiés juifs d'Europe centrale et orientale, que les riches associations israélites appellent à grands cris vers la terre bénie où ils deviendront en trois mois des *citoyens américains*. On comprend que le peuple américain ne soit pas toujours pressé de recevoir ces nouveaux hôtes et qu'il soit moins indigné que les journaux de MM.Smadja, Lazurick et Brisson, à l'égard de la loi Mac Carran.

DONALD LOURIE
ET
BEDELL SMITH

Les récentes nominations d'Eisenhower attestent cette incertitude. Le général Lucius Clay, un des conseillers les plus écoutés de Foster Dulles, a fait nommer sous-secrétaire administratif du Département d'Etat, son ami Donald Lourie, appartenant au groupe Taft et chargé de l'épuration. Il lui a fait adjoindre un membre de la chambre des représentants John Taber pour faire des coupes sombres dans les subventions accordées, à des titres divers, à toutes sortes de groupes marxistes et judéophiles de tous les pays d'Europe, auxquels les fonds de propagande américaine étaient largement ouverts. Taber a promis qu'il réduirait de 75 % les prébendes distribuées à travers le monde par le Département d'Etat.

Mais en même temps, le général Bedell Smith reçoit le poste de sous-secrétaire d'Etat à la Police. Bedell Smith est un vieil ami personnel de l'intéressante Anna Rosenberg que Roosevelt avait placée au Secrétariat à la Défense. Placé par elle à la tête de l'Intelligence Service américain (Centrale Intelligence Agency, C. I. A.) Bedell Smith avait ramassé autour de lui d'étranges personnages et avait laissé les crypto-communistes noyauter très largement ses services. On dit déjà à Washington que dans ce ministère Pénélope, Bedell Smith défera la nuit ce que Laurie aura tissé pendant le jour.

LES ANTI-MARXISTES
POIGNARDES DANS LE DOS

Cette lutte entre les saboteurs marxistes et les nationaux loyalistes se poursuit et à toutes les échelles. Elle est, en réalité, la caractéristique, soigneusement dissimulée de toute la politique actuelle. Les créatures et les gouvernements fantômes installés par Roosevelt et sa clique vont-ils pouvoir se maintenir partout pour continuer leur besogne de désagrégation, ou devront-ils compter sur l'entrée en scène du *pays réel* dans les différents pays, c'est-à-dire des forces saines, loyalistes et anti-marxistes ? Cette lutte sournoise se poursuit partout, aussi bien en Europe qu'aux Etats-Unis, dans les préparatifs électoraux de cette année comme dans les bureaux du Département d'Etat.

En Italie, de Gaspéri mène une lutte violente et sournoise pour imposer une loi électorale falsificatrice de la volonté populaire et destinée avant tout à empêcher l'entrée en scène du M.S.I. dans la vie parlementaire. En Allemagne, Adenauer prépare des élections par d'autres méthodes, mais non moins sournoises et déloyales.

Le Monde nous explique, dans un numéro récent, qu'en réalité l'affaire Naumann aurait été « montée » en accord entre Adenauer et les Anglais pour désorganiser les alliances électorales de l'opposition et mettre entre les mains d'Adenauer un certain nombre de documents lui permettant

de faire pression sur ses adversaires politiques. Cet aveu est dépouillé d'artifice. Quant à la liberté individuelle, quant au respect de la personne humaine, il est bien évident que toutes ces considérations sont à l'usage du bon peuple et des débutants.

Cette méthode *préventive*, si l'on peut dire, ne fait que s'étendre. A Berlin, le gouvernement allemand fait dissoudre, sous prétexte d'antisémitisme, le groupe de Schonborn, *Arbei.gemeinschaft Nation-Europa* qui luttait courageusement depuis deux ans aux avant-postes de la lutte antibolcheviste, dans un des secteurs les plus durs et les plus dangereux. Motif : Schonborn n'aime pas les socialistes, les crypto-communistes, les professionnels de l'antifascisme, toujours prêts à la trahison, et surtout il a osé faire une campagne pour s'élever contre le scandaleux paiement des réparations à l'Etat d'Israël. En Basse-Saxe, autre avant-poste de la bataille pour l'Europe, le gouvernement socialiste du Land interdit la *Deutsche Gemeinschaft* de Priester-Hoffmeister. Les dépêches d'agence ne donnent pas de motif officiel, mais il n'est pas difficile de voir qu'il s'agit avant tout de désorganiser la campagne électorale et d'empêcher à tout prix les nouveaux partis, expression du pays réel, d'avoir leur représentation au Parlement.

En France, ces méthodes ont déjà fait leur apparition depuis longtemps, et il est bien connu qu'on invente un *complot* chaque fois qu'une opposition un peu énergique montre le nez. Les communistes, très éloignés de penser que ce bel instrument pourrait un jour leur être appliqué, poussaient alors de vertueux hurlements d'indignation, en applaudissant avec frénésie les laborieux efforts de la Préfecture de Police. Le gouvernement français, jaloux de ne pas se laisser dépasser en hypocrisie par le gouvernement allemand combine harmonieusement la méthode de falsification électorale de Gaspéri et la méthode de désorganisation préventive d'Adenauer.

Quel est le résultat ? Les abstentions massives, le dégoût des forces nationales saines en Europe, la falsification des institutions, l'indifférence du peuple aux régimes actuels. Tout ceci aide en fait le travail de décomposition du communisme et fait de nos nations des poids morts, politiquement atones, et incapables d'aucune réaction. C'est exactement ce pourrissement de l'Europe que souhaitent ceux qui veulent qu'elle tombe sans guerre entre leurs mains.

QUI EST M. JEAN MONNET ?

Peu de personnes connaissent les dessous de l'étrange carrière de Jean Monnet, laquelle donne le secret des exorbitants pouvoirs qui lui ont été confiés.

Né en 1888, de la famille des fabriquants de cognac, Monnet a 26 ans en 1914, et il commence par se faire réformer. Pendant que les autres se battent, il s'occupe du ravitaillement et fait de fructueuses opérations avec le Ministère affairiste Clementel, la bande Vilgrain des fameuses baraques : il est dans le groupe le représentant de la banque Lazard et il est chargé de conclure des contrats d'achat avec l'Angleterre et les Etats-Unis .

Après la guerre, la banque Lazard fait entrer son protégé au Secrétariat de la Société des Nations à Genève. La place était grasse. En 1926, on retrouve notre Monnet avec un associé dans un conseil d'administration américain, et vers le même temps, il fait connaissance d'un surnuméraire, fatigué de gagner 20 fr. par jour au Ministère des Finances et dont le nom est René Pleven. On commence par fourrer notre Pleven à la tête du groupe universitaire de la Société des Nations, et on installe rue François-1er un bureau de prêts à la Pologne, à la Roumanie, à la Tchécoslovaquie, etc... Tout cela n'est encore que de la petite besogne.

En 1928, tournant décisif dans la carrière de Monnet. La Société américaine dont il est vice-président s'associe avec le groupe Peyerimhoff-Azaria pour former en France la *Société Franco-Américaine pour l'Electricité et l'Industrie* et l'inséparable Pleven, entre avec lui au Conseil d'Administration. Monnet s'installe aux Etats-Unis pour y chercher des capitaux. Il en trouve et, dès lors, il devient un des hommes de paille de la finance internationale. On le retrouve au Conseil de *l'Union des Mines*, des *Phosphates de Constantine*, de *la Diamond Match* (affaire d'Ivar Kruger) de la *Transamerica Corporation* de Gianini et Ivar Krüger. En 1931, le suicide d'Ivar Krüger et le krach de la Krüger and Toll donnent un coup d'arrêt à l'activité de Jean Monnet. Son associé américain, condamné à Paris pour escroquerie, se suicide quelques mois plus tard. Lui, se fait confier une mission en Chine. Ainsi se termine la première phrase de la vie de Jean Monnet.

Sa période chinoise, comme disent les critiques d'art, n'est pas moins remarquable. Ami des Soong, les banquiers dont Tchang Kaï Chek avait épousé une fille, il invente de leur faire prêter de l'argent par la S.D.N. et il met dans son jeu la banque Morgan avec laquelle il fonde la *Chine Finance Development*. L'invasion de la Mandchourie interrompt cette magnifique affaire. Mais Monnet, sacré dès lors *spécialiste* de la Chine, en profite pour fonder à New-York avec Georges Murmane, la banque Lazard et la Kühn and Lœb, la Sté Monnet and Murmane, chargée de placer

des prêts audacieux au bénéfice de la Chine.

En 1938, Monnet, considéré comme un des Français ayant des relations précieuses avec la haute finance américaine, est envoyé par Daladier à Morgenthau pour lui demander de l'argent, qu'il n'obtient pas, du reste. A la déclaration de guerre, fidèle à sa vocation de spectateur et d'intermédiaire, il s'installe à Londres et on lui confie la présidence du Comité de Coordination franco-britannique, tandis que son ami Pléven est chargé d'une mission d'achat aux Etats-Unis. La débâcle arrive et Jean Monnet conçoit le premier l'audacieuse idée d'un état unique franco-britannique destiné à empêcher la France de signer une paix séparée. Après l'échec de cette idée, il se fait charger de mission à New-York (toujours de mission d'achat bien entendu) et on ne le revoit qu'en 1943, à Alger, où l'on pense à le donner comme adjoint à Giraud. Mais Peyrouton ayant finalement obtenu ce poste, Monnet passa au service de de Gaulle qui essaya en vain d'obtenir grâce à ses relations cette reconnaissance de *jure* qui fut si longue à venir.

Sa carrière depuis 1945 est connue : commissaire général au plan de modernisation et d'équipement, sur nomination de Léon Blum, co-auteur avec Schuman du plan de la Communauté européenne charbon-acier, et enfin Président de l'exécutif du plan.

Apatride par vocation, affairiste congénital, et souvent sans discernement, Jean Monnet n'est rien d'autre que l'instrument des intérêts banquiers cosmopolites, servant d'ailleurs tantôt l'un, tantôt l'autre, homme de Downing Street et de Wall Street à la fois, spécialiste des plans sur la lune et planifiant aussi bien pour la Chine que pour les barrages et les allumettes. Vieux matou de toutes les combinaisons et paillasson de tous les intérêts internationaux, il est l'homme de la prostitution européenne, de l'affaire atlantique, du syphonnage cosmopolite des intérêts nationaux : il est l'homme de toute le monde sauf de l'Europe. Il symbolise l'esprit de Strasbourg qui consiste à confisquer l'idée européenne au profit de l'internationalisme de la haute finance. Contre ce genre de poisson, les nationaux ont le devoir d'introduire à Strasbourg une opposition constructive s'appuyant sur la réalité et l'interet des peuples, et le premier acte de cette opposition doit être d'exiger qu'on mette à la porte le client des publicains.

Etudes et Tribune libre

Le nœud Gordien de Trieste

Le problème de Trieste s'ouvre lorsque les partisans du maréchal Tito entrent dans la ville le 1er mai 1945, grâce à la complaisance des alliés et au comportement passif du Comité de Libération Nationale (antifascistes italiens). A partir de ce moment, Belgrade en effet, affirme des droits sur la cité adriatique et les éléments communistes de la zone parlent de Trieste comme de la septième république de la Fédération yougoslave. Préoccupés du tour que prennent les événements, les Alliés abandonnent alors leur attitude philo-yougoslave et Alexander réussit à faire retirer les troupes slaves de Trieste. On crée ainsi une zone d'occupation alliée qui comprend Trieste et ses environs ainsi que la base militaire de Pola sur la pointe extrême de la péninsule d'Istrie.

Durant la préparation des traités de paix, une commission visite la zone. Les propositions italiennes suggèrent le choix de la ligne Wilson (ligne prévue par le président américain en 1919, en opposition avec les accords de Londres, et qui laisse aux Slaves Fiume et Zara ainsi que l'Istrie septentrionale) tandis que les Yougoslaves demandent, outre Trieste, Gorizia et la frontière sur le fleuve Isonzo, de façon à annexer le centre industriel de Monfalcone. Les commissions alliées envisagent des formules diverses parmi lesquelles prévaut la thèse française, qui prévoit la cession de Pola à la Yougoslavie, le retour de Monfalcone et de Gorizia à l'Italie et pour Trieste la constitution d'un Territoire libre régi par un gouverneur international, jusqu'à la nomination duquel la zone reste divisée en deux parties, l'une occupée par les Alliés (zone A), l'autre par les Slaves (zone B), cette dernière comprenant les territoires nord-occidentaux de l'Istrie.

L'attitude renonciatrice du gouvernement italien, la mauvaise volonté alliée qui ront des prétextes d'équité refuse la restitution de Trieste à l'Italie malgré l'italianité reconnue de la cité, provoquent une violente réaction nationale. Trieste a en effet pour l'Italie une valeur particulière, car c'est pour la libération de

cette cité que l'Italie déclara entrer en guerre en 1915 et pour elle se sacrifièrent 600.000 morts. Outre sa signification pour le prestige national et les droits de l'Italie sur toute la Vénétie Julienne, Trieste est le symbole de la nation, en elle se synthétise l'honneur de l'Italie et la valeur de la race. Il ne s'agit donc pas d'un problème nationaliste portant sur quelques kilomètres carrés de territoire, Trieste ainsi que toute la Vénétie Julienne est un symbole de la mission européenne de l'Italie et le point d'appui de la pénétration romaine dans le monde ralkanique. Reconnaître une prééminence slave dans cette zone signifie troubler l'équilibre du continent qui demande à côté de la jeune race slave l'élément permanent de l'Ordre Latin.

A la suite de la réaction nationaliste, De Gaspéri, à la veille des élections de 1948, demandait une intervention alliée, même platonique, sur la question. De là résulta la note tripartite qui reconnaissait la nécessité de la restitution de tout le Territoire Libre (zone A et zone B) à l'Italie. La manœuvre était purement électorale, en ce qu'elle ne visait qu'à apporter à la politique démochrétienne un succès durant la période électorale, et que, d'autre part, on était bien certain de l'impossibilité de réaliser la restitution, puisque l'accord de la Russie, alors fidèle alliée de la Yougoslavie, était nécessaire pour la rendre valable.

L'acte diplomatique demeurait quand même, et personne en l'accomplissant ne pouvait prévoir en quel boulet de fonte au pied de la diplomatie alliée il se transformerait, lorsque, une fois Tito sorti du Kominform, se développa la politique de récupération vers Belgrade et que le maréchal devint un allié plus précieux que l'Italie. La Grande-Bretagne surtout, durant la période de gouvernement travailliste, prit des contacts avec Tito et lui fit entendre que la question de Trieste devait être résolue selon des modalités différentes de celles qui avaient été proposées dans la note tripartite du 20 mars 1948. Par la suite, les Etats-Unis également se laissèrent gagner à cette idée, et des pressions furent effectuées sur le gouvernement italien pour qu'il renonçât lui-même à la note tripartite.

Mais l'opposition nationale de plus en plus puissante fit hésiter le gouvernement italien, qui ne voulut pas assumer la responsabilité d'un tel acte. En même temps, le gouvernement travailliste anglais faisait pression sur les socialistes italiens pour que fût demandé un plébiscite dans la zone. La manœuvre était évidente. Demander un plébiscite signifiait remettre en question l'italianité d'une zone qui avait déjà été reconnue italienne par un acte international. Surtout on voulait que, en demandant un plébiscite — dont les difficultés pratiques auraient été immenses — le gouvernement renonçât publiquement à la situation juridique créée par la note tripartite. Cette solution qui mettait le gouvernement de Rome en posture de perdre la carte la plus importante qu'il avait en mains, fut finalement rejetée et on préféra parler de tractations directes, jusqu'à la conclusion desquelles la note tripartite restait valable.

Le principe des tractations directes est très grave, non seulement parce qu'il contient le risque que des parties du territoire

Libre de Trieste, peut-être toute la zone B, soient cédés à la Yougoslavie, mais aussi parce qu'en acceptant la discussion, le gouvernement de Rome accepterait, dans des négociations volontaires, la ligue des frontières imposée par le traité de paix. de sorte que l'Istrie. Pola, Fiume, Zara et l'arc des Alpes Juliennes pourraient être irrémédiablement perdues sans que jamais dans l'avenir ils puissent être revendiqués par l'Italie.

D'ailleurs Belgrade, de son côté, est opposée à ces tractations, parce que, pour l'opinion publique nationaliste de Yougoslavie, des tractations directes signifieraient l'abandon des prétentions sur Trieste et que le prestige de Tito en serait ébranlé.

Pour imposer comme situation de fait, toutes les concessions qu'on aurait pu inclure dans un accord direct, les alliés cherchent maintenant à faire incorporer peu à peu la zone A à l'Italie, la zone B à la Yougoslavie. Cette politique déclenchait le 20 mars 1952, des incidents à Trieste, lesquels amenaient les tractations de Londres ,sur la base desquelles l'administration civile de la zone A passait à l'Italie. Fait qui autorisait par contre Tito à introduire les lois yougoslaves en zone B.

Dernièrement Tito a fait savoir qu'il ne signerait pas le pacte balkanique, si d'abord la question de Trieste n'avait été résolue. Il voudrait en réalité, puisqu'il ne peut obtenir davantage, l'occupation militaire de Trieste par l'Italie, occupation qui lui permettrait d'annexer la zone B et de sauver la face devant ses nationalistes qui seraient mis en face du fait accompli par l' « impérialisme » italien. Jusqu'à ce que cela se produise, la situation reste en suspens, à l'évidente mauvaise humeur des milieux yougoslaves, et Tito ne peut obtenir le *nihil obstat* international pour l'occupation de la zone B, *nihil obstat* nécessaire depuis que sa politique assume un certain formalisme.

Le chantage de Tito a d'abord été accepté par les alliés qui ont fait connaître à De Gaspéri la nécessité de cette initiative italienne. Celui-ci, préoccupé par les répercussions nationales que causerait la perte de la zone B, a tenté de renvoyer après les élections la date de l'occupation. Malgré ses interventions les Alliés étaient décidés et déjà la propagande démochrétienne se préparait à présenter les événements comme une victoire du gouvernement, comme le retour de Trieste à l'Italie, étendant un voile d'oubli sur la perte des territoires de la zone B reconnus italiens par la note tripartite.

Mais soudainement le gouvernement américain a regardé comme sans importance la signature du pacte balkanique, tant que les possibilités militaires réelles de la Yougoslavie ne seront pas connues. Au Pentagone, en effet, on veut avoir de plus larges indications sur le potentiel militaire de Tito avant d'enchaîner la Yougoslavie au système atlantique, au moyen du pacte balkanique. Devant cet examen, le chantage de Tito perdait sa valeur et le maréchal devait se contenter de signer un pacte non militaire, en contre-partie duquel il ne pouvait demander une solution définitive du problème de Trieste. En réalité, une telle solution est seulement reculée. S'ils sont certains de la force yougoslave, les Etats-Unis consentiront à une alliance avec Tito et la prime de

celle-ci sera la solution de la question triestine selon le système qui a été exposé ci-dessus.

En nette opposition avec cette attitude, le M.S.I. a mis l'accent sur le drame de la zone B et sur le fait que l'acceptation de conversations directes, si un arrêt de la pression de l'opinion publique yougoslave les rendait possibles, revient à abandonner sans possibilité de récupération, les zones de l'Italie septentrionale, cédées à la Yougoslavie par le traité de paix.

En face de la thèse démochrétienne des conversations directes, de la thèse socialiste du plébiscite, de la thèse communiste qui préconise la constitution d'un Territoire libre de Trieste avec abandon de la part des Alliés et des yougoslaves respectivement de la zone A et de la zone B, le M.S I. propose le respect de la note tripartite et demande qu'elle soit traduite en actes. Sinon l'Italie devrait se retirer du Pacte Atlantique, retrait qui provoquerait une crise de cet organisme déjà chancelant. La mise en exécution de la note s'effectuerait par degré. D'abord occupation par les Alliés de la zone B, avec comme corrolaire l'évacuation par les Slaves, ensuite occupation de la zone A par les troupes italiennes, dont l'intervention ne serait plus fatale aux Italiens de la zone B. En une troisième étape, occupation de la zone B par les Italiens.

L'action politique prévue, en outre, par le M.S.I. après la restitution du Territoire de Trieste à l'Italie, pour la réalisation des revendications sur Pola, Fiume et Zara, se base sur un appui direct à donner aux groupes autonomistes croates et serbes, en vue d'une désagrégation interne de la Yougoslavie, Etat artificiel créé autour d'une table, contre les intérêts des peuples qu'il groupe et en vue d'une fonction anti-italienne précise.

Avec la constitution d'un Etat croate indépendant, on reprendrait tous les accords déjà établis au temps du gouvernement d'Ante Pavélitch, accords qui prévoient un règlement des problèmes éthniques de frontière et l'octroi des certaines positions privilégiées pour le commerce croate dans le port de Fiume.

La mise en exécution des faits ci-dessus exposés ne serait pas tellement improbable une fois que les Etats-Unis auraient compris qu'ils ont tout à gagner à un renforcement des positions anti-communistes de la Slavie méridionale et qu'un Etat yougoslave, qu'il soit monarchique ou communiste, ne peut avoir une grande solidité à cause de l'action centrifuge des populations autonomistes qu'il renferme.

L'union nationale des groupes de la Slavie méridionale en une entité supranationale serait en tous cas garantie avec leur immixtion dans le concert national européen, et réaliserait les aspirations unitaires des forces nationales, en dehors des schémas classiques des fédérations et des confédérations.

Trieste est donc un pivot de la politique étrangère italienne, non seulement comme symbole de la dignité nationale, mais aussi comme porte orientale sur le bassin danubien et balkanique et comme centre d'irradiation commerciale pour les pays du Moyen Orient.

Fabio Lonciari.

Elément d'une nouvelle idéologie

NOUS SOMMES LES RESPONSABLES

« Celui qui ne saisit pas lui-même le marteau de la vie pour forger son propre destin, ne pourra rien sauver de la Géhenne où le conduira une vie manquée. » Ces mots furent prononcés un jour par le philosophe suédois Axel Hägerström. Ils éclairent comme un signal de départ au moment où se joue le sort d'une Europe détruite. C'est nous qui tramons les fils de notre avenir. Nous ne sommes pas les instruments de forces aveugles, ni les maillons sans volonté d'une chaîne de causes déterminées à l'avance. C'est nous qui faisons l'histoire : nous sommes les responsables.

« Toute histoire est histoire de la lutte des classes », a dit Karl Marx. Les intérêts matériels sont les seuls mobiles de l'évolution et le caractère, la forme de la communauté seraient déterminés par les facteurs de la production. Bourgeoisie et classe travailleuse seraient comme une thèse et une antithèse en conflit incessant l'une et l'autre et, au cours du processus dialectique de l'histoire, la bourgeoisie deviendrait toujours plus riche, la classe travailleuse toujours plus nombreuse, jusqu'à ce que le conflit entrât finalement dans une crise aiguë. De cette crise sort la révolution prolétarienne et de la révolution la dictature du Prolétariat et l'ordre communiste.

« Toute l'histoire est dominée par la race », répliqua à peine cent ans plus tard Alfred Rosenberg. C'est l'héritage biologique qui forme les hommes et par là les peuples. Leurs qualités, leur énergie, leurs aspirations sont gravées par des caractères raciaux déterminés. Dans le combat sélectif des races triomphe la plus forte, et la fin de l'évolution serait d'amener au pouvoir les races biologiquement sélectionnées.

Ces deux thèses ont régné sur de puissants mouvements de masses. Les deux ont formé et marqué l'histoire du monde. Mais les deux relèvent à la base d'une conception matérialiste. Dans le premier cas, les hommes sont influencés par un monde extérieur économiquement déterminé, dans l'autre par des facteurs héréditaires. Les deux thèses considèrent l'histoire comme le produit d'une force unique dominante et les hommes comme des marionnettes dans le jeu des forces.

La croyance du libéralisme en l'harmonie — intelligible en soi — d'une libre évolution, au progrès comme nécessité de la nature, fut détruite au grondement des canons au cours de la première guerre mondiale. Les idées de l'Etat National du Führer allaient dans la catastrophe de mai 1945 au devant de leur ruine. Les possibilités créatrices des démocraties et le prestige du communisme apparurent au cours des années troublées

qui suivirent la fin de la guerre comme de vaines illusions. L'Europe détruite et divisée est menacée de deux côtés, par le communisme destructeur de culture et ivre de pouvoir à l'Est, et le capitalisme instable à l'Ouest. Le danger communiste se maintiendra aussi longtemps que le communisme pourra asservir un tiers de l'humanité. L'Amérique sera une véritable amie pour l'Europe quand l'Europe pourra apporter au monde une nouvelle idéologie, une nouvelle foi.

La réponse décisive à donner à Moscou, les forces viables de notre continent à assembler dans une unité animée, apparaît comme la tâche d'une idéologie sociale réformatrice.

L'histoire n'est pas le produit d'un seul mobile ; elle résulte du jeu changeant de différentes forces. Le jeu changeant des forces aveugles n'est pas tout. Des forces économiques et sociales, politiques et militaires, géographiques et intellectuelles, biologiques et psychologiques sont les composantes du jeu, mais le jeu comme tel, la conduite de l'histoire est déterminée par les personnalités agissant à chaque instant. Si Christophe Colomb n'avait pas découvert l'Amérique espagnole, les navigateurs du Nord de l'Europe auraient vraisemblablement trouvé la voie à travers l'Océan et l'histoire d'un empire espagnol n'aurait jamais été écrite. L'invention de la poudre rendait possible l'établissement de la monarchie mercantile et mettait en ruines le système féodal du moyen-âge. Un facteur militaire a eu ici des suites économiques et sociales qui ont embrasé le monde.

On ne peut expliquer l'évolution du XIX[e] siècle vers la catastrophe sans se référer à l'industrialisation. Mais le fait qu'en Russie, après la défaite dans la première guerre mondiale, le communisme prenne le gouvernail, ne dépend pas de circonstances économiques ou sociales. La révolution de novembre 1917 était seulement l'œuvre d'un homme audacieux isolé, Lénine. De même l'importance des faits psychologiques dans le résultat de la guerre ne saurait être surestimée. Ainsi, même si l'on pense que les revendications des masses ont pu conduire à la guerre, c'est cependant à la fin l'homme au gouvernail qui décide. Si Napoléon III avait été au cours de l'été de 1870 un homme en meilleure santé, la guerre franco-allemande n'aurait jamais éclaté. Si Guillaume II avait eu la conduite vraiment politique d'un chef, il aurait pu au cours des dix premières années du XX[e] siècle, réunir les peuples européens dans une confédération d'Etats et la première guerre mondiale aurait été évitée. Les forces aveugles jouent leur rôle monstrueux. Elles établissent les limites du possible. Mais les hommes peuvent dominer ces forces, ils peuvent manœuvrer à l'intérieur de ces limites et les élargir.

L'homme d'Etat est le technicien de l'histoire. De même que la force liquide d'un torrent est transformée par l'ingénieur en la lumière de nos lampes ou la force motrice de nos machines, de même les forces historiques sont mises par l'homme d'Etat au service de son but. Il n'y a pas de situation déterminée à l'avance. Le dénouement de la crise de la société capitaliste ne peut pas être prévu. Il dépend des hommes agissant au moment de la crise. « C'est vous qui faites votre histoire » a dit Marx.

C'est justement pourquoi, nous disons que nous voulons faire sortir de la crise du capitalisme non pas la dictature communiste, mais le renouvellement de l'Occident, une Europe de nouveau ascendante.

Il faut constater également que les facteurs intellectuels doivent être considérés en eux-mêmes comme des faits. Deux et deux font quatre, chez les nègres comme chez les blancs, chez les travailleurs comme chez les capitalistes. Chaque régime, même une dictature de classe, essaye toujours de trouver une justification logique aux mesures qu'elle édicte. Par là, le régime de classes est toujours un compromis entre les exigences des intérêts et les nécessités de la logique humaine.

Economie et rapports sociaux, ordre de l'Etat et de la société, faits biologiques, forces psychiques et facteurs intellectuels ne sont que des moyens en vue d'une fin. Tous ces moyens servent une tâche commune, ce qu'on appelle la civilisation ou la culture. Cette civilisation est le résultat des efforts humains pour mettre les forces aveugles de la nature au service d'un système de valeurs. Par là, la culture est la fin de l'histoire. Elle représente la direction imposée par l'homme aux forces historiques. Dans le romaine social, économique et politique, le principe fondamental est donc la direction par une élite du travail commun des individus et des communautés sociales et nationales en fonction d'une certaine idée de la civilisation ou de la culture.

II

LE MATERIALISME DE LA RACE ET DU MILIEU

Les qualités humaines ont leur origine dans les chromosomes des cellules génératrices. D'après les lois de Mendel, les traits caractéristiques se transmettent de générations à générations. Quand des hommes ayant les mêmes caractéristiques vivent ensemble et se propagent, ils constituent une race. Les théories anciennes affirmaient qu'une race transmet le même héritage biologique à peu près sans changement à travers les temps. Mais la découverte moderne des mutations a modifié l'image qu'on se faisait de cette transmission. La mutation est une modification soudaine du processus héréditaire. On distingue des mutations positives et négatives. La mutation positive signifie qu'apparaît une nouvelle aptitude, la mutation négative qu'une aptitude déjà existante disparaît.

Il y a, notamment, des espèces dont les mutations sont importantes. L'homme appartient à celles-là. On n'a pas réussi à établir les causes des mutations, mais on a pu, dès à présent, constater que, quand certaines qualités humaines se modifient par mutation et que ces mutations sont transmises héréditairement, la race toute entière subit de ce fait une mutation qui la transforme elle aussi en quelques centaines ou milliers d'années. Le concept de races supérieures ou inférieures, ayant vécu à travers l'histoire, ne peut donc pas aujourd'hui être considérée comme une donnée scientifique.

Le problème de l'hérédité, le problème des races, garde malgré

cela son immense signification. Si les aptitudes humaines nous imposent des limites, on doit se demander s'il est possible d'élargir ces limites. Comment se forment les mutations ? Est-il possible d'en faire apparaître ? Ces questions ne peuvent pas encore être résolues, mais elles sont aujourd'hui les questions essentielles de l'étude de l'hérédité et peut-être aussi la question essentielle de notre culture.

La civilisation moderne a son fondement dans l'économie industrielle. La technique a imposé de nombreuses tâches nouvelles. La société en devient toujours plus complexe. Auparavant, les tâches étaient assez simples. Aujourd'hui, nous devons non seulement créer des groupes nombreux, correspondant aux différentes tâches qui ont apparu, mais nous devons aussi élever et former des chefs pour ces groupes. Mais ceux qui ont le don de diriger sont peu nombreux. Et l'Europe est-elle capable aujourd'hui d'assurer le besoin croissant de chefs ? Des enquêtes ont établi qu'il y a pourtant un certain nombre d'aptitudes inutilisées. Mais combien de temps durera cette réserve ? La formation des aptitudes est le grand problème racial de notre temps.

Mais l'hérédité crée seulement les aptitudes. Celles-ci sont façonnées plus tard par le milieu. L'homme n'est pas, comme le crurent jadis les libéraux, un être de raison qui agit toujours logiquement. Ce qui est conscient, ce qui est dirigé par la raison, n'est qu'une petite partie de l'âme. Sous la ligne de flottaison du conscient s'agitent les violentes profondeurs de l'inconscient. Là règnent en maîtres les désirs que créent nos besoins, le besoin de nourriture, de chaleur, le besoin d'agir et de s'affirmer, l'instinct sexuel et, pour finir, le besoin de sécurité. Dans ce subconscient plongent les premières impressions de notre enfance, impressions de crainte ou de joie. Elles demeurent comme des souvenirs obscurs, comme des mines magnétiques, que les événements actuels peuvent parfois ramener à la surface et alors la manière d'agir s'insère dans des voies toutes neuves.

Il subsiste toujours un combat entre la raison et les instincts ou les complexes. La raison dirige nos actes vers des fins établies et crée un appareil de censure entre conscient et inconscient, le *moi supérieur,* qui favorise certaines impulsions venant du sub-conscient et s'oppose à d'autres. Le *moi supérieur* est le produit de l'éducation. Mais il y a souvent des moments où les forces du subconscient brisent avec violence les digues construites par ce *moi supérieur.* Cela arrive souvent chez les hommes primitifs, tandis que la raison peut apporter une résistance plus grande aux espèces supérieures.

Cette fonction du *moi supérieur* formé par l'éducation, montre l'importance du groupe social. On voit s'élaborer dans une communauté certaines idées, règles de conduite, idéaux, qui forment ensemble le modèle de la conduite sociale. Le but de l'éducation est de conformer l'enfant à ce modèle. L'importance de nos premières impressions a déjà été évoquée. Il est évident que l'homme est façonné par le modèle social et qu'il est lié à la trame de ce modèle. Naturellement il y a toujours des différences individuelles par rapport au modèle proposé par la communauté, différences qui ont leur origine dans de nouvelles apti-

tudes. Une manière d'agir individuelle n'est jamais absolument façonnée par le modèle social. Mais plus grandes sont les divergences, plus profonds sont les conflits entre l'individu et la communauté. Le résultat est l'apparition parmi les caractères fortement trempés, de réformateurs, de révolutionnaires, ou de nouveaux artistes créateurs. Par contre, chez les faibles apparaissent des désadaptés et des insociables.

Il est donc évident que l'héritage biologique est un facteur qu'il est impossible de ne pas prendre en considération pour le développement de l'être humain. Il est certain aussi, d'autre part, que la personnalité de l'être humain dépend des impressions qu'il reçoit de l'univers qui l'entoure et aussi de la société dans laquelle il est né. On a fait deux pôles opposés de la race et du milieu. Certaines théories considèrent la race comme le facteur capital, tandis que d'autres nient l'importance de l'hérédité et prennent seulement en considération le milieu. Ces deux tendances sont incomplètes, car l'homme est un produit à la fois de la race et du milieu. Mais n'est-il rien d'autre qu'un être façonné par l'hérédité et les influences extérieures ? Ne sommes-nous à la fin que les prisonniers sans défense des chromosomes microscopiques ou des lois de fer d'un certain modèle social ? C'est là une des questions décisives de la culture et de la liberté.

III
FAITS ET VALEURS

Si l'homme n'était qu'un produit de l'hérédité et du milieu, il n'y aurait pas de liberté. Toutes nos actions ne seraient que les effets inévitables d'une chaîne de causes prédéterminées de toute éternité. Des notions telles que l'honneur, le devoir, la responsabilité, la culpabilité et la faute seraient un non-sens Comment peut-on parler d'honneur, si l'homme ne pouvait a: dicéremment ? Comment parler de devoir, si l'homme ne peut jamais décider de son action ? Nul n'est jamais personnellement responsable, car la faute suppose un choix entre des possibles.

D'une conception rationaliste du monde, découle la conception suivant laquelle l'homme n'est qu'un moyen dans la chaîne de la causalité. Si l'homme avait eu cette conception depuis le commencement de son histoire, il n'aurait jamais assumé un risque. Il se serait borné à choisir entre les possibles. Il aurait sans doute choisi ceux qui ne présentaient aucun danger. Il pourrait toujours dire que son action est une suite de causes qu'il ne peut lui-même dominer. L'homme ne serait jamais sorti de la responsabilité animale. L'Acropole n'aurait jamais été construit. Les cathédrales gotiques n'auraient pas déployé vers le ciel leurs flèches et leurs coupoles. Notre connaissance n'aurait jamais pénétré à l'intérieur de l'atome. Dans ses conséquences, le rationalisme s'oppose à l'évolution.

La doctrine qui fait de la simple causalité le mode d'explication de l'existence est aussi contradictoire en elle-même. Une cause doit toujours être la suite d'une cause précédente. Mais comment l'évolution a-t-elle commencé ? Nous savons par expé-

rience qu'il n'y a rien sans commencement. Le cercle, certes, mais le cercle aussi a ses limites. Une infinité, mais une infinité bornée. Généralement, nous ne connaissons rien qui n'ait une origine. Nous devons donc parler d'une première cause. Mais la première cause est logiquement impossible : la cause ne peut qu'être la suite d'une cause précédente. Le rationalisme se révèle logiquement impossible et ne peut par conséquent s'affirmer comme l'expression de la raison tout entière.

C'est pourquoi nous devons parler d'une double causalité. L'homme a toujours à choisir entre différentes alternatives. Mais qui choisit ? Ce qui choisit chez l'homme, ce n'est pas seulement le produit de ses qualités héréditaires ou de sa constitution psychique. Ce qui choisit doit être quelque chose d'autre, quelque chose qui ne peut pas être un objet de connaissance, quelque chose qui est le véritable noyau de la personnalité. Quoique la psychologie soit impuissante à tirer au clair la nature des forces psychiques, on sent bien qu'il y a toujours quelque chose dans l'âme qui se trouve en dehors du connaissable.

Si nous pouvons choisir, si la deuxième chaîne de causes prouve notre faculté de choisir, pourquoi choisissons-nous ? Devant nous se dressent nos intérêts. Les intérêts prennent racine dans les réalités de nos besoins. Il y a toujours des situations où l'intérêt personnel exige une certaine action. Et pourtant, l'homme se dit : « J'agirais mal si je faisais cela. » Et il fait quelque chose d'autre. Pourquoi ? Parce qu'il y a pour lui des valeurs plus hautes que les besoins ou les intérêts. Ces valeurs ne peuvent être considérées comme les projections des intérêts de la communauté, car on connaît par l'histoire des exemples innombrables d'hommes que leur conception des valeurs a fait entrer en conflit avec la communauté. Les valeurs ne peuvent jamais être constatées de façon scientifique. Elles échappent à la logique et ne peuvent par conséquent qu'être saisies subjectivement. Les valeurs ne sont pas des faits, mais les faits et les valeurs appartiennent tous deux à la réalité. Les valeurs ont une influence sur nos actions. Ce sont elles les grands leviers de la mobilisation de nos forces morales.

Les idées religieuses appartiennent au monde des valeurs, non aux faits. Si les fidèles du Christ croient que le Christ est fils de Dieu, ce n'est pas là un fait biologique, car Dieu n'est pas un phénomène biologique. Ce n'est pas une constatation physique, car Dieu n'a rien de physique. Dieu est la plus haute valeur de l'existence et la notion du Christ comme fils de Dieu est par conséquent un jugement de valeur qui n'a rien à voir avec la vérité scientifique. Deux et deux font quatre. Cette vérité et toutes les déductions qu'elle comporte ne sont pas niées par la foi. Au contraire, ce qui les contredit est visiblement faux. Mais ces vérités de fait ne recouvrent pas toute la réalité, car la réalité ne se compose pas seulement de faits, mais aussi de valeurs.

Nous parlons de la vérité d'une thèse scientifique, mais il existe aussi une vérité de l'art. Nous avons une véritable connaissance d'un paysage au moyen d'une carte, mais la connaissasce du même paysage que nous apporte un tableau peut être aussi

exacte. L'art est l'expression d'une expérience intime du monde. Derrière l'art repose l'intuition. La foi est une synthèse de la connaissance et de l'intuition. L'intuition qui atteint chez les mystiques son plus haut degré ouvre de nouvelles perspectives, mais les acquisitions de l'intuition doivent toujours être contrôlées par la raison. La foi qui nie les faits est superstition. Mas la raison qui nie les acquisitions de l'intuition hors du domaine de la connaissance est superstitieuse aussi. Raison et intuition doivent cheminer la main dans la main pour aboutir à la culture.

Les idées, c'est-à-dire les représentations des hommes reposant sur des valeurs ne sont pas, comme le pense Marx, les reflets des intérêts. La conduite morale n'est pas la conséquence du bien-être économique. Au contraire, c'est le standard matériel qui dépend du standard moral. Car, si l'on appelle la morale l'ensemble des règles de conduite qui dépendent d'une certaine échelle de valeurs chez les individus, c'est seulement grâce à de telles règles de conduite communes que peut être maintenue la vie collective. Si la morale se relâche, ces règles de conduite se relâchent en même temps qu'elle, et un dur contrôle des autorités doit assurer chaque fonction de la communauté. Un tel contrôle ne peut être maintenu qu'avec des méthodes de police. Il n'atteindra jamais la même efficacité que la conduite morale spontanée. Dans une communauté à morale décadente, le rendement du travail doit donc décliner à la longue.

L'Europe, influencée par une pensée rationaliste au cours de deux guerres mondiales, est arrivée au bord d'un gouffre. Seule une rénovation spirituelle peut sauver la culture occidentale, une adaptation de la civilisation technique moderne aux valeurs éternelles de l'évolution humaine.

(A suivre.) PER ENGDAHL.

Ce qui doit changer en Europe:

LE SORT DU MANŒUVRE

Les esclaves du Pharaon roulaient des brouettes depuis le matin jusqu'au soir. Et quand leur journée était finie, le lendemain, ils roulaient encore des brouettes. Et le lendemain, ils faisaient la même chose. Et ils faisaient cela toute leur vie. Et, en général, ils n'avaient aucun espoir de faire autre chose.

On croit souvent que ce temps-là est passé. Mais il y a des hommes, à notre époque, qui passent aussi leurs journées à rouler des brouettes et qui feront cela toute leur vie, et qui savent qu'ils feront cela toute leur vie. Ce sont les manœuvres sans qualification professionnelle.

Le salaire syndical actuel d'un manœuvre dans le bâtiment est de 117 fr. l'heure plus 7 fr. de prime dans la région parisienne. Pour 48 heures de travail, un manœuvre, après la retenue pour la sécurité sociale, touche une paye hebdomadaire d'un peu plus de 5.500 fr. Le manœuvre est embauché pour la durée du chan-

tier seulement. Il est normalement renvoyé à la fin des travaux et l'entreprise n'a aucune obligation à son égard. Il peut, en outre, être renvoyé à tout moment sans préavis et même littéralement à tout instant, si sa tête déplait au chef de chantier ou au conducteur de travaux.

Le maçon, le briquetier, le cimentier sont des seigneurs pour lui. Il est, non seulement le plus mal payé, mais il est aussi le plus mal traité des ouvriers. C'est exactement un mulet humain et il est condamné à le rester toute sa vie, à l'exception des jours où il est en chômage, bien entendu, ou en *intempérie*, c'est-à-dire quand le temps ne permet pas l'ouverture du chantier.

Quelques manœuvres ont, néanmoins, l'intrépidité de se marier. Avec une femme qui fait son métier de ménagère et deux enfants, le manœuvre idéal, celui qui travaille à plein emploi, dans une période où il fait soleil tous les jours,peut arriver à toucher, grâce aux allocations familiales, la somme vertigineuse de 7.500 fr. par semaine pour faire vivre sa famille.

Les pays européens ont besoin d'une main-d'œuvre expérimentée. C'est sa richesse en main-d'œuvre intelligente et rapide qui constitue une des principales supériorité de l'Europe dans le domaine de la fabrication. Une politique européenne doit offrir à l'ouvrier, à tous les échelons, la possibilité de se perfectionner dans son métier. Elle doit offrir au manœuvre la possibilité de devenir compagnon et de sortir, par là, de sa situation instable et sans lendemain pour prendre place dans la profession. Elle doit lui assurer un avenir comme à tout le monde.

Pour les manœuvres, devraient être organisés des cours professionnels du Samedi, *payés au salaire syndical* (1). Ces cours seraient financés conjointement par la Fédération du Bâtiment et le syndicat Patronal. Ils devraient enseigner les métiers de maçon, cimentier, traceur, boiseur, limousineur, briquetier, plombier et couvreur. Les manœuvres ayant suivi ces cours avec assiduité pendant une période fixée, seraient classés dans la catégorie professionnelle correspondante par la Fédération du Bâtiment.

Ce problème n'intéresse pas seulement les manœuvres du bâtiment. La même question se pose dans le bois, dans la métallurgie. Là aussi elle doit trouver la même solution.

Une formation ouvrière rapide et une sélection ouvrière permanente sont une nécessité pour l'Europe et doivent être réalisées dans tous les pays d'Europe dans le cadre d'une économie disciplinée et efficace. Seul un énorme chantier européen supprimant la concurrence capitaliste et travaillant pour une production massive de biens de consommation, peut assurer une sélection ouvrière permanente et un avenir stable à tous. Mais, dès maintenant, la France peut s'assurer une avance dans le domaine de la main-d'œvre en donnant une chance à tous ceux qui n'ont pas eu les moyens de recevoir une formation professionnelle suffisante et qui veulent pourtant se classer dans leur profession.

R. VEYSSADE.

---

(1) Il existe un peu partout déjà des cours professionnels, mais ils ont lieu en dehors des heures de travail et sans rétribution pour l'ouvrier.

Documents

HITLER AVAIT DEUX BOMBES ATOMIQUES EN 1945

Ce que personne ne voulait croire, ce que les Américains contestaient, les Russes passaient sous silence, les hommes de science allemands ignoraient est soudainement devenu une vérité : l'Allemagne possédait, au moment de son effondrement, deux bombes atomiques prêtes qui ne furent pas employées parce que l'ordre spécial n° 2 de la Luftwaffe ne fut pas donné et parce que les détonateurs n'arrivèrent pas à temps. Avec la découverte de ces deux bombes atomiques allemandes se trouve également réfutée la légende selon laquelle les bombes atomiques américaines lachées au-dessus d'Hiroshima et Nagasaki auraient été , en réalité, des prises de guerre allemandes. La relation suivante relate le fait que l'Allemagne possédait réellement des armes atomiques et précise où elles se trouvaient.

Les bains d'Ahlbeck

Usedom est une belle île au large de la Baltique. Ses bains d'Ahlbeck, Heringsdorf et Bansin ont une réputation internationale et étaient, avant et encore pendant la guerre, des stations balnéaires. A l'ouest du port de guerre de Swinemunde, un chemin forestier ombragé traverse Usedom entre des hauts pins et le long de dunes de sable claires, il relie les jolies stations les unes aux autres. Ce chemin est aujourd'hui solitaire et silencieux. Seuls des commandos de travail d'ouvriers russes et allemands ratissent systématiquement les forêts et les localités, après que l'on eut découvert qu'Usedom est hérissée de casemates bétonnées et d'installations de la Wermacht qui se trouvent en partie profondément ensevelies et dynamitées à plusieurs étages audessous de la surface du sol.

C'est au cours d'une de ces vagues journées qu'un groupe de dynamitage, dirigé par le commandant de génie russe Garijenow, découvrit, en un lieu situé dans la forêt entre Heringsdorf et Ahlbeck, l'entrée d'une casemate et commenca à la dégager de la pelle. Il s'agit d'une casemate profonde ainsi qu'on le voit au bout de peu de temps, un de ces blocs de béton qui renferment, le plus souvent, de grands trésors de métaux variés et d'armes

nouvellement expérimentées ; car, dans les dernières années de guerre, Usedom était une des rares grandes stations d'essai des nouvelles « Armes-Miracle ».

On travaille trois jours, on creuse à la pelle et à la pioche, mais le quatrième jour le travail de déterrement s'arrête. Le chef du commando de travail allemand annonce au commandant Garijenow : « Nous ne pouvons aller plus loin. Une lourde porte d'acier, semblable à celle d'un trésor, nous barre le chemin. Nous devons la faire sauter ».

Le commandant Garijenow descend jusqu'à la porte et l'examine. Une sorte de pressentiment s'empare de lui. A la suite d'une rapide résolution, il donne l'ordre de ne pas dynamiter la porte mais, au contraire, de creuser un trou latéral dans le mur de béton. Les hommes du génie russe placent une légère charge explosive le long du mur bétonné, l'explosion ébranle le sol, le mur se fend, mais le colosse de béton ne bouge pas.

Le commandant Garijenow, le chef de groupe allemand et quelques soldats pénètrent par le trou et se trouvent dans une petite salle fortement capitonnée de plaques de plomb de l'épaisseur d'un bras. La salle semble complètement vide. Seules, au milieu, se trouvent deux simples caisses, des caisses de transport pour bombes aériennes comme le constate aussitôt le commandant Garijenow. Le chef du groupe d'ouvriers du commando allemand, Günther Dahlke, ouvre, avec un ciseau à froid, les couvercles rouillés.

Deux bombes allemandes de 400 kilos pas encore amorcées brillent dans la lumière des puissantes lampes qui éclairent les caisses.

Le commandant Garijenow, indifférent, donne l'ordre de s'en aller. Il regarde encore une fois les épais murs de plomb et secoue la tête. « Comique, pense-t-il, une telle protection pour de simples bombes d'avions. Les Allemands étaient prudents à l'excès... ».

L'après-midi suivant, les deux bombes furent chargées sur un camion après que l'on eut constaté qu'elles étaient inoffensives sans détonateurs et conduites à Swinemünde où se trouve le grand centre de démantellement d'Usidom où l'on rassemble et trie le matériel de guerre. Ce centre est dirigé par le prix Staline, Professeur Vladimir Likow, un savant atomique qui avait participé, d'une manière déterminante, à la création de la science atomique secrète russe et entrepris des essais sur une grande échelle sur les côtes de l'océan glacial et sur la presqu'île d'Hela. Il a pour mission, ici, à Swinemünde, de rechercher des alliages métalliques allemands provenant d'armes allemandes que l'on pourrait employer pour la production d'énergie atomique. Cet après-midi là, les deux bombes sont amenées au professeur Likow. Likow jette un regard sur les monstres gris, voit quelques différences de construction remarquables par rapport aux autres bombes utilisées dans l'aviation. Et ces différences retiennent son attention. Il réquisitionne les deux bombes. Il réclame, dans une conversation animée avec Moscou, un appareil parfaitement stable dans l'air. Ensuite, il ne quitte plus des yeux les étranges monstres derrière lesquels il se doute qu'un secret existe.

LE CENTRE ATOMIQUE DE KORFOGRAD.

Le jour suivant, un des bombardiers les plus récents « Tac » atterrit. Le professeur fait charger les bombes et vole avec elles vers la Russie. Les deux bombes allemandes, non amorcées, sont déchargées à Korfograd, le mystérieux centre de recherches atomiques russes, et placées dans un atelier aux parois revêtues de blindage de plomb. Des grues géantes les transportent sur d'énormes établis de plomb où des savants dévissent la tête des bombes derrière d'épais murs de plomb et à l'aide de longues pinces d'acier.

Le professeur Likow est stupéfait. Ce qu'il a devant lui, ce que l'on a trouvé dans ce bunker profond d'Heringsdorf et d'Ahlbeck, ce qui se trouvait sous terre depuis 1945 et resta fortuitement épargné au milieu des grands dynamitages des installations de guerre allemandes, ce sont les premières et uniques bombes atomiques allemandes.

Deux jours plus tard, on possède à Moscou un rapport exact et c'est l'occasion d'un triomphe. Le secret si bien gardé des armes atomiques américaines est devenu sans objet. Ici, on possède la bombe atomique allemande, une création issue des recherches approfondies typiquement allemandes qui fournit des renseignements fondamentaux pour l'emploi de l'énergie atomique à des fins pacifiques et pour la guerre.

Désormais, l'ordre secret du Commandant en Chef de la Lutwaffe, l'ordre spécial n° 2, au premier abord énigmatique et qualifié de bluff, que l'on captura dans l'ancien quartier général devient également intelligible, il était conçu en ces termes : « Les bombes A 1 et 2 doivent être amorcées après l'arrivée du cylindre détonateur. L'ordre de mise en action suit après l'annonce de se tenir prêt, lequel arrivera ici au plus tard une heure après l'arrivée du Me 109 destiné à ce transport ».

Cet ordre secret ne fut jamais donné. Les événements se précipitent, des dérangements dans les liaisons radio, le manque de liaisons téléphoniques, l'avance de l'armée rouge à l'est et des chars de Patton à l'ouest firent échouer le plan.

UN HOMME SE TAIT.

Pendant qu'à Moscou et Korfograd les experts de la science atomique russe analysent encore les bombes allemandes, pendant que l'agence de presse polonaise CAP, des communiqués militaires yougoslaves et des dépêches de presse de Stockholm laistimidement filtrer la découverte des bombes atomiques en faisant preuve de septicisme, un physicien et ingénieur diplômé est dans son fauteuil à Vienne et étudie les communiqués. Il s'agit du Dr. Lampert Melnik qui travaillait pendant la guerre à l'état-major de la recherche atomique allemande et est un des rares chercheurs atomiques à s'être consacré aujourd'hui sans ennui à une profession civile. Il a assisté à la construction des bombes atomiques allemandes. Mais il se tait. Seulement lorsque la nouvelle de la découverte des bombes allemandes à Heringsdorf vint à filtrer, il déclara à un correspondant de presse autrichien : « Dans

la région d'Ahlbeck et de Heringsdorf se trouvent encore deux bombes atomiques à moitié achevées qui en étaient presque au stade du montage ».

Mais une usine qui fabriquait les détonateurs pour les bombes A se trouvait en Allemagne centrale. Ils n'arrivèrent jamais à Usedom. La guerre passa au-dessus d'eux. A la fin de leur histoire, se dresse un tragique « Trop tard ». H. G.-K.

(*Die deutsche Zukunft*, Dusseldorf.)

LA SOI-DISANT OFFENSIVE DE PAIX

La politique internationale touche à la bouffonnerie. Trois étudiants russes viendront à Rouen. M. Tchcuikov a souri ; M. Vichinsky a daigné applaudir deux fois. Du coup, tout le monde perd la tête, la Bourse baisse, tout est changé : c'est la paix.

C'est la paix surtout depuis qu'un quarteron de médecins juifs accusés d'être des agents anti-staliniens ont été mis en liberté. On tue le veau gras, c'est le retour de l'enfant prodigue. Tout est fini, n'est-ce pas ? Le cauchemar est dissipé. Rien ne compte plus puisque nos chers médecins juifs ont été rendus à leurs familles. Hier encore, *Le Figaro* et *Le Monde* dénombraient gravement vingt millions de déportés politiques dans les toundras sibériennes. Mais, n'est-ce pas, tout cela est sans importance, puisque le régime ne persécute plus les Juifs.

Seulement, quand on examine les faits avec un peu de sang-froid, on ne va pas si vite. Ce qui prouve la volonté de paix, ce ne sont pas les sourires, mais les actes, et non pas les actes à l'adresse des journaux, mais ceux qui s'inscrivent sur la carte.

Nous croirons à un changement, quand nous verrons se dénouer les situations nées de la guerre et qui constituent, en fait, une carte de guerre ; quand des élections libres seront organisées dans toute l'Allemagne ; quand les 300.000 prisonniers de guerre allemands seront rapatriés ; quand des gouvernements libres en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Roumanie pourront décider librement du sort de leur pays ; quand les neuf millions d'expulsés seront rentrés chez eux ; quand des mesures de désarmement loyales et visibles auront été acceptées par les deux parties ; quand l'Europe sera remise entre les mains des peuples européens eux-mêmes et que le territoire européen ne sera plus ni un *glacis* pour les uns, ni une *tête de pont* pour les autres.

Quand nous verrons tout cela, nous croirons à une offensive de paix, et nous nous en réjouirons, même si elle doit faire baisser la Bourse. Pour l'instant, nous ne croyons à rien. Les gestes actuels peuvent être sincères, ils peuvent être aussi une manœuvre, ils peuvent exprimer le désir de gagner du temps, ils peuvent être aussi les premiers nœuds d'une intrigue internationale destinée à reconstituer les alliances de 1945 et à revenir à l'esprit de Potsdam et de Yalta.

Pour l'instant, rien n'est changé, tant que la carte n'est pas changée. Nous croirons à la paix, quand ce sera la paix.

Les Sept Couleurs, 35, r. Cortambert XVI°, C.C.P. 218.219 Paris

